

**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES  
POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE SEPTIÈME SESSION

SUPPLEMENT N° 14 (A/37/14)



**NATIONS UNIES**

New York, 1982

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

[Original : anglais]

[30 août 1982]

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	1 - 8	1
<u>Chapitres</u>		
I. FORMATION .....	9 - 30	4
A. Cours destinés aux membres des missions permanentes à New York et à Genève .....	12 - 18	4
1. Programmes relatifs aux travaux et à la structure de l'Organisation des Nations Unies .....	12 - 13	4
a) Séminaire à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale (New York) .....	12	5
b) Séminaires sur le fonctionnement du système des Nations Unies à l'intention des diplomates récemment arrivés et du personnel administratif d'appui des missions permanentes (New York) ...	13	5
2. Programmes relatifs à des aspects particuliers du système des Nations Unies .....	14 - 18	5
a) Séminaires d'information sur le droit de la mer (New York et Genève) .....	14	5
b) Séminaire sur les négociations internationales (New York) .....	15 - 16	5
c) Séminaire IDE/UNITAR sur le développement économique et son contexte international (New York et Washington) .....	17 - 18	5
B. Programmes de formation non destinés aux diplomates	19 - 21	6
1. Programme ONU/UNITAR de bourses de perfectionnement en droit international (La Haye et autres centres) ..	19	6
2. Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement (New York) .....	20	6
3. Séminaire sur la diplomatie multilatérale et le nouvel ordre économique international (Vienne) .....	21	6

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
C. Services de formation demandés par des Etats Membres	22 - 27	7
1. Cours de formation à l'administration et à la gestion des affaires publiques à l'intention des fonctionnaires des pays africains d'expression portugaise .....	22 - 23	7
2. Assistance de type consultatif accordée à l'Arabie saoudite pour la création et le développement d'un institut d'études diplomatiques à Djeddah .....	24	7
3. Assistance de type consultatif accordée à la Jamahiriya arabe libyenne pour des instituts .....	25	7
4. Séminaire, à l'intention de fonctionnaires originaires du Moyen-Orient, sur la fourniture des services nécessaires aux conférences internationales	26	8
5. Séminaires d'information à l'intention d'étudiants diplômés de l'Université centrale du Venezuela et de jeunes diplomates saoudiens .....	27	8
D. Activités particulières .....	28 - 30	8
1. Séminaire sur les stratégies internationales de développement .....	28	8
2. Participation aux activités de formation interinstitutions .....	29 - 30	8
RECHERCHE .....	31 - 58	9
A. Etudes sur la politique et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies .....	35 - 43	10
1. Evaluation critique du rôle et des perspectives de la Commission du droit international .....	36	10
2. Analyse quantitative des comportements de vote à l'Assemblée générale .....	37	10
3. Enseignement tiré des négociations sur le droit de la mer .....	38	10
4. Mise en oeuvre de la restructuration : évaluation critique du Conseil économique et social en tant qu'instrument de réforme économique mondiale .....	39	11
5. Enseignement tiré de la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale .....	40	11
6. Le nouvel ordre économique international : droit international en formation .....	41	11

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
7. Opinions des diplomates sur le système des Nations Unies : étude portant sur les attitudes .....	42	11
8. Règles types applicables aux opérations de secours en cas de catastrophe .....	43	12
B. Etudes sur la coopération régionale en vue du développement .....	44 - 49	12
1. Coopération régionale et interrégionale dans les années 80 .....	44 - 45	12
2. Les mouvements de population dans les Caraïbes et leurs incidences sur la planification du développement .....	46 - 47	13
3. Le régionalisme asiatique et le système des Nations Unies .....	48	13
4. Rôle du secteur public dans le développement économique et social des pays d'Afrique .....	49	13
C. Autres projets .....	50 - 58	13
1. Evaluation de la responsabilité des Etats pour les dommages causés par des innovations scientifiques et techniques .....	50	13
2. La science et la technique au service du développement : réactions suscitées par le Programme d'action de Vienne et application de ce Programme ..	51	14
3. Incitations de caractère législatif à l'exploitation à petite échelle des ressources énergétiques .....	52	14
4. Les droits de l'enfant .....	53	14
5. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international .....	54	15
6. Stratégies pour le désinvestissement en Afrique du Sud .....	55	15
7. Prise de décisions et prévision dans leurs rapports avec le développement : questions de méthode .....	56 - 57	15
8. La prévention de la guerre nucléaire .....	58	15

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
III. PROJET SUR LE FUTUR .....	59 - 76	16
A. Options .....	61 - 68	16
1. Technologie, répartition interne et relations Nord-Sud .....	61 - 64	16
2. Approches régionales à la problématique du futur ...	65 - 68	18
a) Stratégies pour le futur de l'Afrique .....	65 - 66	18
b) Stratégies pour le futur de l'Asie .....	67	19
c) Stratégies de coopération dans la région de la Méditerranée .....	68	19
B. Energie et ressources naturelles .....	69 - 76	19
1. Conférence internationale sur l'exploitation à petite échelle des ressources énergétiques .....	70 - 72	19
2. Deuxième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques .....	73 - 74	20
3. Centre UNITAR/PNUD d'information sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques .....	75 - 76	21
IV. BUREAU DE L'UNITAR A GENEVE .....	77 - 78	22
V. INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES SUR LE DESARMEMENT	84 - 91	24
VI. COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ...	92 - 99	27
A. Relations avec l'Université des Nations Unies .....	95 - 96	27
B. Réunions des chefs des instituts du système des Nations Unies .....	97 - 99	28
VII. PUBLICATIONS .....	100 - 105	30
VIII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....	106 - 108	31

TABLE DES MATIERES (suite)

ANNEXES

- I. Membres du Conseil d'administration
- II. Publications
- III. Nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR  
(Du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982)
- IV. Nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR  
(De 1966 au 30 juin 1982)
- V. Contributions de l'UNITAR en 1981





## INTRODUCTION

1. Conformément aux dispositions de la résolution 2044 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1965, le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche soumet à l'Assemblée, à sa trente-septième session, le présent rapport qui porte sur la période allant du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982.

2. Le rapport que le Directeur général avait soumis à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session 1/ pour la période s'étendant du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981 a été examiné par la Deuxième Commission 2/ après une déclaration liminaire du Directeur général, M. Davidson Nicol. Sur la recommandation de la Deuxième Commission, l'Assemblée générale a, le 4 décembre 1981, adopté la résolution 36/75. Dans cette résolution, l'Assemblée a pris acte du rapport du Directeur général et de sa déclaration liminaire du 2 octobre 1981 et s'est félicitée de la place que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche continue à accorder aux travaux dans le domaine de la formation et de la recherche économiques et sociales et de l'intérêt qu'il porte aux projets spécialement consacrés aux problèmes qui se posent dans les secteurs identifiés par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires et dans les décisions pertinentes qu'elle a prises à sa vingt-neuvième session et lors des sessions suivantes. Elle a en outre demandé au Directeur général de chercher à établir une coordination plus poussée entre le programme de recherche de l'Institut et des activités analogues d'autres institutions appartenant ou non au système des Nations Unies et de continuer à présenter les résultats des recherches, dans la mesure du possible, d'une manière qui soit en rapport avec l'élaboration des politiques. Elle s'est félicitée également des mesures déjà prises par l'UNITAR pour réduire ses dépenses et augmenter ses ressources, et en particulier de ses efforts pour équilibrer son budget, et elle a prié instamment tous les Etats, en particulier ceux dont la contribution n'est pas à la mesure de leurs moyens, d'accroître leurs contributions volontaires afin que l'Institut puisse faire face à ses besoins.

3. Dans une note du Secrétaire général, l'Assemblée générale a été invitée, en vertu de la résolution 35/53 B du 5 décembre 1980, à examiner une demande de subvention d'un montant de 352 600 dollars destinée à couvrir le montant estimatif du déficit de l'UNITAR, soit un déficit estimé à 312 050 dollars pour 1981, plus un déficit de 40 550 dollars pour 1980 (reporté sur 1981). En examinant cette demande, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a noté dans le document A/36/738 que le déficit prévu pour 1981 était nettement inférieur au déficit de 646 060 dollars originalement prévu dans le document A/C.5/35/43, résultat obtenu grâce, surtout, aux mesures d'économie adoptées par le Directeur général de l'UNITAR, en consultation avec le Conseil d'administration. Comme le Directeur général en avait informé le Comité, le Service de la gestion administrative de l'Organisation des Nations Unies a soumis son rapport sur l'Institut en août 1981, et c'est en appliquant ses recommandations, ainsi que celles contenues dans le rapport précédent du Corps commun d'inspection, que l'on avait pu mener à bien la rationalisation et la fusion des programmes existants et des structures administratives de l'UNITAR et réduire le noyau de personnel à plein temps. Compte tenu de cette évolution encourageante, le

Comité consultatif a recommandé à la Cinquième Commission (Commission des questions administratives et budgétaires) de prier l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit de 352 600 dollars sur son budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981, à verser à l'UNITAR en tant que subvention destinée à couvrir son déficit. La recommandation a été approuvée par la Cinquième Commission le 10 décembre 1981 à la suite d'une déclaration du Directeur général de l'UNITAR. Enfin, l'Assemblée générale a adopté, à la suite d'un vote, à titre exceptionnel et définitif, la recommandation de la Cinquième Commission tout en priant instamment le Directeur général de l'UNITAR de prendre toutes les mesures nécessaires pour arriver à équilibrer le budget de l'Institut.

4. Le Conseil d'administration a tenu sa vingtième session à New York du 1er au 4 septembre 1981. Dans sa déclaration au Conseil, le Secrétaire général a noté qu'en dépit de ses difficultés financières, l'Institut avait offert des programmes de formation à plus de 7 000 diplomates à New York, à Genève et ailleurs, avait publié plus de 100 ouvrages et fascicules de recherche et avait organisé plusieurs grandes conférences sur des questions intéressant la communauté internationale. Le Secrétaire général s'est réjoui que l'UNITAR ait coopéré activement avec un certain nombre d'Etats Membres pour mettre au point, outre ses séminaires de courte durée sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies, des programmes de formation adaptés spécialement à leurs besoins et a pris note avec satisfaction des résultats des premières études sur les politiques et l'efficacité du Département de la recherche, ainsi que des progrès significatifs accomplis dans le cadre du Projet sur le futur, et notamment de la création d'un nouveau Centre d'information sur le pétrole brut lourd et les sables asphaltiques. Enfin, il a appris avec plaisir que l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement était entré en fonctionnement et il ne doutait pas que cet Institut réussirait à terminer un certain nombre d'études importantes avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement prévue pour juin 1982.

5. En présentant le programme de travail et le budget pour 1982, le Directeur général de l'UNITAR a constaté avec satisfaction qu'en dépit des difficultés financières actuelles, un certain nombre d'initiatives avaient vu le jour au cours de l'année précédente, dont la création du Centre d'information sur le pétrole brut lourd et les sables asphaltiques, de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement et d'un nouveau centre, situé à Dakar, traitant des aspects du développement en Afrique. Il s'est réjoui, en particulier, que les efforts entrepris pour raffermir la base financière de l'Institut commencent à porter des fruits, mais a rappelé au Conseil que si l'Assemblée générale était convaincue que l'UNITAR avait un rôle utile à jouer, il faudrait obtenir soit des contributions volontaires plus élevées, soit des subventions imputées au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

6. Le Conseil d'administration a fait le point des progrès que chaque département avait accomplis dans ses travaux au cours de l'année écoulée, y compris ceux de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, et il a examiné le projet de programme de travail pour 1982. Il a de nouveau accordé une attention particulière à la situation financière de l'Institut. Comme l'a fait remarquer le Directeur général, le déficit financier de l'Institut pour 1981 avait été réduit presque de moitié, grâce en partie aux mesures prises pour limiter les dépenses et, en partie également, aux contributions plus élevées d'un certain

nombre d'Etats Membres. Une grande campagne d'appels de fonds avait été organisée et il espérait qu'elle permettrait de recueillir des contributions encore plus élevées en 1982. Le Conseil s'est déclaré satisfait des efforts accomplis pour limiter les dépenses et rassembler de nouveaux fonds, et a exprimé sa gratitude toute particulière au Gouvernement de la Trinité-et-Tobago pour sa généreuse contribution. Toutefois, le Conseil avait le sentiment que, pour équilibrer le budget de 1982, il serait nécessaire d'imposer un moratoire aux nouveaux projets et d'introduire un plafond de dépenses - en particulier dans le domaine des dépenses relatives au personnel - et il pria instamment le Directeur général d'établir clairement les priorités du programme, de manière à permettre une distribution équitable des ressources entre les divers départements et projets. Le Conseil s'est également prononcé en faveur du maintien de la présence de l'Institut à Genève, à une échelle très réduite toutefois, et a invité le Directeur général à examiner le problème des frais généraux en appliquant chaque fois que possible le taux uniforme imposé par l'Organisation des Nations Unies. En outre, le Conseil a décidé de proroger de deux ans l'étude intitulée "Technologie, distribution intérieure et relations Nord-Sud", pour permettre à l'équipe de chercheurs de vérifier ses données statistiques et de publier un rapport sur ses travaux, et a demandé au Directeur général de trouver 68 000 dollars supplémentaires pour appuyer cette étude. Un membre suédois du Conseil a offert d'aider à rassembler les fonds pour ce projet. Finalement, après examen des montants estimatifs révisés pour 1981 et des prévisions de dépenses pour 1982, le Conseil a décidé de demander à l'Assemblée générale une subvention couvrant le déficit prévu pour 1981 et a adopté par consensus une résolution autorisant le Directeur général "à affectuer, au cours des années 1981 et 1982, les transferts entre chapitres et sections qui s'avéreront nécessaires et justifiés pour maintenir la souplesse et l'efficacité de l'Institut". Le Conseil d'administration s'est également félicité de ce que le Directeur général ait pris l'initiative de demander au Service de gestion administrative de l'Organisation des Nations Unies de mener une enquête sur l'UNITAR et a pris bonne note des conclusions de l'enquête. Le rapport du Service de gestion administrative ferait l'objet d'une discussion approfondie à la vingt et unième session du Conseil.

7. Huit membres du Conseil d'administration sont arrivés au terme de leur mandat le 30 juin 1982 et trois d'entre eux ont vu leur mandat renouvelé. Au nom de l'UNITAR, le Directeur général tient à exprimer aux membres sortants du Conseil dont les noms suivent sa profonde gratitude pour leur remarquable contribution aux travaux de l'Institut : M. Abdalla Y. Bishara (Koweït); Mme Gwendoline C. Konie (Zambie); M. Missoum Sbih (Algérie); et Mme Inga Thorsson (Suède). Enfin, l'Institut doit beaucoup à feu M. Louis de Guiringaud (France), Président du Conseil d'administration depuis septembre 1980, pour sa contribution à ses travaux. Les membres du Conseil et le Directeur général ont éprouvé une profonde peine et le sentiment d'une grande perte à la nouvelle de son décès soudain en avril 1982.

8. Les noms des membres du Conseil sont donnés à l'annexe I.

## CHAPITRE PREMIER

### FORMATION

9. Comparées aux programmes de formation dispensés par l'UNITAR du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981, les activités de cette année font ressortir les restrictions qu'a dû s'imposer l'Institut en raison de contraintes financières l'ayant amené à réduire son personnel. Le nombre de programmes des catégories A et B - cours destinés aux membres des missions permanentes à New York et à Genève et programmes de formation non destinés aux diplomates - a diminué presque de moitié, tandis qu'à la suite de la réduction des effectifs du personnel au Bureau de l'UNITAR à Genève, le nombre des programmes de formation dispensés dans cette ville a fortement baissé (quatre en 1980-1981 et un seulement en 1981-1982).

10. Malgré un budget très limité par rapport aux années précédentes, l'Institut a continué à dispenser ses programmes de formation à l'intention des fonctionnaires remplissant des tâches liées à l'Organisation des Nations Unies, et à organiser ses séminaires de discussion et d'initiation sur les grands problèmes traités à l'ONU. Ces programmes connaissent toujours un grand succès. En vérité, un certain nombre d'entre eux constituent une sorte de tradition aux yeux des délégations qui s'attendent à ce que l'Institut les organise chaque année. Il s'agit en particulier du séminaire à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale, du séminaire sur le développement économique et son contexte international organisé par l'UNITAR et l'Institut de développement économique de la Banque mondiale (IDE) et du programme ONU/UNITAR de bourses de perfectionnement en droit international. Enfin, le Département de la formation a continué à répondre aux demandes d'assistance de divers Etats Membres.

11. Le Département de la formation a mené ses travaux en collaboration avec d'autres instituts, des ministères, des établissements universitaires, d'autres organisations internationales, les institutions spécialisées et les secrétariats des divers organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec des experts et des spécialistes. Cette collaboration s'est poursuivie au cours de l'année écoulée.

#### A. Cours destinés aux membres des missions permanentes à New York et à Genève

##### 1. Programmes relatifs aux travaux et à la structure de l'Organisation des Nations Unies

###### a) Séminaire à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale (New York)

12. Le séminaire annuel de trois jours à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale s'est tenu à New York du 16 au 18 septembre 1981. Quatre-vingt-dix personnes faisant partie de 51 délégations et missions permanentes y ont participé. L'objectif du séminaire était de familiariser les nouveaux membres des délégations avec les techniques de négociation et de rédaction. Le séminaire comprenait également une présentation générale de l'Assemblée générale et des institutions spécialisées, avec des séances

d'information sur la rédaction des résolutions et les aspects officiels et officieux du processus de négociation.

b) Séminaires sur le fonctionnement du système des Nations Unies à l'intention des diplomates récemment arrivés et du personnel administratif d'appui des missions permanentes (New York)

13. En janvier 1982, 70 diplomates récemment arrivés, appartenant à 52 missions et, en février, 58 membres du personnel d'appui de 39 missions permanentes et d'observation ont suivi un cours d'introduction au fonctionnement du système des Nations Unies. En quatre séances d'une demi-journée, les participants ont entendu des fonctionnaires supérieurs du Secrétariat leur parler de l'Assemblée générale et des grandes commissions, des groupes régionaux et politiques à l'intérieur du système, du fonctionnement de la section du protocole et de la liaison, de la documentation, et de l'organisation et de la conduite des séances. Le séminaire à l'intention des diplomates a eu lieu en anglais avec interprétation en français, tandis que le séminaire à l'intention du personnel d'appui a eu lieu en anglais seulement cette année.

2. Programmes relatifs à des aspects particuliers du système des Nations Unies

a) Séminaires d'information sur le droit de la mer (New York et Genève)

14. Depuis 1975, l'UNITAR a organisé sept séminaires d'information sur les principales questions dont la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer est saisie. En juillet 1981, une soixantaine de participants ont assisté à un séminaire à Genève; ensuite, en mars 1982, quelque 60 autres participants ont suivi un séminaire analogue, organisé à New York. Les participants ont été mis au courant de l'état actuel des négociations, ainsi que de l'historique de la Conférence.

b) Séminaire sur les négociations internationales (New York)

15. Le troisième séminaire annuel sur les négociations internationales, qui s'est tenu du 26 au 29 avril 1982, en coopération avec l'American Management Association, était destiné au personnel diplomatique de rang supérieur (à partir de conseiller). Il a réuni cette année 16 participants, dont un représentant permanent, un représentant permanent par intérim et quatre représentants permanents adjoints.

16. Au cours de ce séminaire qui avait pour but de permettre aux participants d'évaluer leurs qualités personnelles de négociateurs et d'acquérir les compétences nécessaires pour mener des négociations en milieu international, on a utilisé diverses études de cas et des exercices simulant des négociations internationales dans un cadre tant bilatéral que multilatéral. L'enregistrement vidéo avec projection immédiate tout au long des quatre jours a permis aux participants d'observer et d'analyser leurs propres techniques de négociation ainsi que celles de leurs partenaires.

c) Séminaire IDE/UNITAR sur le développement économique et son contexte international (New York et Washington)

17. Pour la cinquième année consécutive, l'UNITAR et l'Institut de développement économique de la Banque mondiale (IDE) ont organisé conjointement ce séminaire résidentiel sur le développement économique et son contexte international. Ce

séminaire, conçu pour les diplomates de rang élevé des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies qui sont chargés de responsabilités en matière de développement économique et social, vise à élargir leur connaissance d'un certain nombre de problèmes économiques spécifiques auxquels est confrontée la communauté internationale. Ce séminaire de deux semaines, qui s'est tenu à Washington du 22 mars au 2 avril, a rassemblé 28 participants et a été donné en anglais et en français.

18. Des spécialistes du Secrétariat de l'ONU, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et d'universités américaines et étrangères ont donné des conférences et dirigé des débats. Les participants avaient à leur disposition, avant chaque réunion, des textes et documents de référence.

## B. Programmes de formation non destinés aux diplomates

### 1. Programme ONU/UNITAR de bourses de perfectionnement en droit international (La Haye et autres centres)

19. L'UNITAR a continué à administrer le programme de bourses de perfectionnement en droit international qui constitue un aspect essentiel du programme d'assistance des Nations Unies pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, créé en vertu de la résolution 2099 A (XX) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1965. Dix-sept bourses ont été octroyées en 1981 à des conseillers juridiques auprès de ministères des affaires étrangères et de gouvernements et à des professeurs de droit international originaires, pour la plupart, de pays en développement. Les participants ont assisté à des cours de l'Académie de droit international de La Haye et à des cours et séminaires spéciaux organisés par l'UNITAR pendant cette période. En dehors du programme commun de six semaines à La Haye (juillet et août 1981), les boursiers avaient le choix entre la participation au séminaire de droit international organisé à Genève en liaison avec la session annuelle de la Commission du droit international ou un stage pratique d'une durée de trois mois au Service juridique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou dans une institution spécialisée.

### 2. Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement (New York)

20. Le Département de la formation collabore au Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement, qui est administré par le Centre pour le désarmement. Il représente l'Institut au jury chargé de sélectionner les candidats aux bourses et participe à la gestion du programme et à la conduite des exercices de simulation.

### 3. Séminaire sur la diplomatie multilatérale et le nouvel ordre économique international (Vienne)

21. Le sixième cours de formation et d'orientation de l'UNITAR sur la diplomatie multilatérale et le nouvel ordre économique international a eu lieu à Vienne du 21 juin au 2 juillet 1982. Le séminaire a porté sur le concept de nouvel ordre économique international et sur son évolution, sur l'historique des négociations globales, sur les points de vue des divers groupes de pays et sur un certain

nombre de problèmes pratiques, comme la restructuration de l'économie mondiale, les perspectives de coopération entre pays en développement et les obstacles que rencontre la volonté d'autonomie collective.

### C. Services de formation demandés par des Etats Membres

1. Cours de formation à l'administration et à la gestion des affaires publiques à l'intention des fonctionnaires des pays africains d'expression portugaise
22. Comme suite à la demande des Gouvernements de l'Angola, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe, l'UNITAR a organisé, à l'aide de fonds du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), quatre programmes destinés à des fonctionnaires de ces pays. Trois des quatre programmes - un cours de secrétariat bilingue, un cours élémentaire de diplomatie et un voyage d'étude au Siège de l'Organisation des Nations Unies et aux bureaux de l'ONU à Genève, Paris, Rome et Vienne - se sont déroulés avec succès et ont fait l'objet d'un précédent rapport.
23. Le quatrième programme, qui portait sur l'administration et la gestion des affaires publiques, s'est déroulé du 2 février au 4 décembre 1981. Huit fonctionnaires gouvernementaux de l'Angola, de la Guinée-Bissau et du Mozambique ont participé au programme. Elaboré en collaboration avec l'Institut brésilien d'administration publique, le programme consistait en une formation intensive aux principes fondamentaux de l'administration et de la gestion des affaires publiques, et comprenait une série de visites sur le terrain et de visites aux agences gouvernementales et aux entreprises publiques et privées.
2. Assistance de type consultatif accordée à l'Arabie saoudite pour la création et le développement d'un institut d'études diplomatiques à Djeddah
24. Ce programme d'assistance de type consultatif par lequel l'UNITAR aide depuis plusieurs années l'Arabie saoudite a été poursuivi selon les lignes tracées lors de sa création. Une aide a été fournie pour la conception des programmes d'enseignement, des structures institutionnelles, de la bibliothèque et la sélection du personnel linguistique.
3. Assistance de type consultatif accordée à la Jamahiriya arabe libyenne pour des instituts
25. Sur la base d'un accord avec le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne, l'UNITAR a continué à fournir un consultant pour développer l'Institut d'études diplomatiques de Tripoli. L'UNITAR a fourni une aide en améliorant les programmes d'enseignement et la bibliothèque et en sélectionnant des conférenciers. L'UNITAR a aussi convenu d'aider le Gouvernement libyen à créer un institut de traduction et d'interprétation.

4. Séminaire, à l'intention de fonctionnaires originaires du Moyen-Orient, sur la fourniture des services nécessaires aux conférences internationales

26. L'UNITAR, en coopération avec le Ministère koweïtien du plan, a organisé, au Koweït, en janvier 1982, un séminaire à l'intention de 65 participants de la région sur la planification, la programmation et la fourniture des services pour les conférences internationales.

5. Séminaires d'information à l'intention d'étudiants diplômés de l'Université centrale du Venezuela et de jeunes diplomates saoudiens

27. En juillet 1981, l'UNITAR a tenu à l'intention de 20 étudiants de l'Ecole des relations internationales de l'Université centrale du Venezuela un séminaire d'information d'une semaine consacré aux problèmes dont l'Organisation des Nations Unies est actuellement saisie. Un séminaire d'information analogue de deux jours a été organisé en août 1981 à l'intention de 10 diplomates saoudiens.

D. Activités particulières

1. Séminaire sur les stratégies internationales de développement

28. En décembre 1981, l'Institut de développement économique de la Banque mondiale a organisé un séminaire de deux semaines à l'intention de diplomates en poste dans des ambassades à Washington D.C. selon le modèle du séminaire IDE/UNITAR sur le développement économique et son contexte international. On avait demandé à l'UNITAR d'organiser pour les 24 participants à New York un programme d'un jour qui a eu lieu le 7 décembre 1981 autour du thème "Les problèmes actuels du développement, vus dans la perspective des Nations Unies". De hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ont fait des conférences sur la question.

2. Participation aux activités de formation interinstitutions

29. L'UNITAR a participé activement aux travaux du Sous-Comité chargé de la formation du personnel du CCOA (Comité consultatif pour les questions administratives) et aux réunions du groupe de travail des institutions ayant leur siège à Genève. A la demande du Sous-Comité, l'UNITAR organise à nouveau à Genève des journées d'orientation sur la fonction publique internationale à l'intention de fonctionnaires de divers organismes des Nations Unies.

30. L'UNITAR était représenté à la quatorzième session de la Commission de la fonction publique internationale, tenue du 6 au 31 juillet 1981, à laquelle le rôle et les activités de l'UNITAR dans le domaine de la formation ont été examinés.



## CHAPITRE II

### RECHERCHE

31. Depuis 1980, le Département de la recherche a axé ses activités sur deux grandes séries de questions : a) études sur la politique et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et b) études sur la coopération régionale en vue du développement. Les études sur la politique et l'efficacité permettront à l'UNITAR d'évaluer de façon indépendante les politiques et les institutions importantes pour le système des Nations Unies en présentant les problèmes qui se posent, en décrivant à l'aide d'exemples les diverses options et en évaluant les coûts et les avantages des possibilités diverses de façon conçue à l'intention des diplomates, des administrateurs et des spécialistes. Dans ce contexte, on a commencé dans les publications du Département à préciser les nouveaux problèmes dont l'Organisation sera vraisemblablement appelée à s'occuper, à examiner sa capacité de renouvellement et d'innovation et à étudier les interrelations entre les éléments constitutifs du système. L'UNITAR met l'accent sur les problèmes qui sont de la plus haute priorité pour les organes et institutions des Nations Unies : développement économique, coordination et rationalisation des opérations et planification à l'échelle du système pour répondre aux besoins futurs.

32. Le personnel du Département de la recherche se compose actuellement de 13 administrateurs, y compris le Directeur et le Directeur adjoint. Quatre d'entre eux seulement sont rémunérés sur les ressources du Fonds général de l'UNITAR, les neuf autres étant rémunérés grâce à des dons d'affectation spéciale, ou travaillant à titre bénévole. Sur les 13 administrateurs, 10 sont chargés des études sur la politique et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et trois travaillent aux projets relatifs à la coopération régionale en vue du développement. Le Département a étoffé ce noyau en lançant un "programme clinique" en vertu duquel 26 étudiants diplômés de divers pays et universités sont venus travailler pendant un an à l'UNITAR. Ce travail n'est pas rémunéré mais, assimilé à des études universitaires, il donne droit à des points (unités de valeur). En échange de la formation dispersée par l'UNITAR, un financement est accordé pour permettre la participation d'étudiants venant de différents pays.

33. Le Département se compose maintenant d'administrateurs qui ont les compétences les plus diversifiées (six juristes, cinq spécialistes des sciences politiques, un économiste et un sociologue/anthropologue), ce qui lui a permis de mettre un terme à la pratique coûteuse qui consistait à passer des marchés à l'extérieur pour effectuer les recherches. Il y a cependant trois projets réalisés en collaboration avec l'extérieur : l'un avec l'American Society of International Law qui a trait au "Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels" et est entièrement financé par la Fondation Ford, et deux avec des instituts de l'académie des sciences soviétique. Ces derniers, ayant trait au développement régional de l'Afrique et à la prévention de la guerre nucléaire, sont essentiellement financés au moyen des ressources en roubles du Fonds général.

34. Au cours de l'année écoulée, le Département a publié huit études dans sa série sur la politique et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies 3/ et trois dans le cadre de son programme d'études sur le nouvel ordre économique international 4/. Quatre livres ont également été publiés, deux sur le Conseil de sécurité et deux sur la science et la technique au service du développement 5/. En outre, un modèle empirique pour l'étude de la stratégie du développement a été publié 6/, ainsi que le rapport de l'UNITAR à l'Assemblée générale sur les normes et principes juridiques du nouvel ordre économique international 7/.

A. Etudes sur la politique et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies

35. L'objet de cette série de projets est d'appliquer les dispositions du paragraphe 3 de l'article 11 du statut de l'UNITAR qui stipule que "l'Institut effectue des recherches et des études concernant les attributions et objectifs des Nations Unies. Ces recherches et ces études tiennent compte en priorité des besoins du Secrétaire général de l'ONU ainsi que de ceux des autres organes des Nations Unies et des institutions spécialisées". Au cours de l'année écoulée, huit études ont été publiées dans cette série.

1. Evaluation critique du rôle et des perspectives de la Commission du droit international

36. L'étude a été rédigée après des entretiens approfondis avec les membres de la Commission du droit international et les fonctionnaires qui la desservent, ainsi qu'avec d'autres experts juridiques et des diplomates. On y examine la capacité de la Commission à répondre aux besoins du système des Nations Unies en matière d'élaboration de textes législatifs, le développement progressif du droit international ainsi que la volonté de l'Organisation des Nations Unies d'utiliser de façon créative la Commission. Alors que la Commission était destinée à être au sein des Nations Unies l'organe central responsable du développement et de la codification du droit international, le rapport indique clairement que "les besoins de la communauté internationale ne sont plus ceux des années 50 et 60" et que "ce changement exige un changement concomitant dans la manière d'axer les activités de la Commission". On y examine pourquoi le rôle de la Commission a diminué et on y propose les moyens qui lui permettraient de recouvrer son rôle d'organe central. La Sixième Commission a activement débattu à la trente-sixième session de l'Assemblée générale les propositions figurant dans cette publication qui ont également fait l'objet d'une conférence d'experts juridiques réunie à l'UNITAR et dont les recommandations seront communiquées à l'Assemblée générale.

2. Analyse quantitative des comportements de vote à l'Assemblée générale

37. Tout en entrant dans le cadre des études de l'Institut sur la politique et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, ce projet était en même temps le fruit d'efforts faits en vue d'améliorer la base méthodologique des études relatives à l'utilisation de méthodes d'analyse quantitative et à l'établissement de modèles. En utilisant un ensemble de résolutions adoptées par l'Assemblée générale lors de ses dernières sessions comme base de données, on a pu montrer "qui votait avec qui aux Nations Unies", en particulier en ce qui concerne la région du Pacifique. L'étude a été publiée en décembre 1981.

3. Enseignement tiré des négociations sur le droit de la mer

38. On examine dans cette étude les arrangements institutionnels qui ont eu les effets les plus importants sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, y compris la négociation en bloc, l'absence de premier projet et le recours au consensus. On les examine et on en analyse les effets sur les travaux de l'interminable conférence et on présente également certaines conclusions relatives à la possibilité d'appliquer l'enseignement tiré des négociations de la troisième Conférence à de futures négociations multilatérales. Parce qu'il est probable que les négociations laborieuses réunissant un grand nombre d'Etats

participants seront de règle à l'avenir, on procède dans cette étude à une analyse de coût-utilité de diverses innovations destinées à contribuer à améliorer l'efficacité fonctionnelle de la "mégaconférence".

4. Mise en oeuvre de la restructuration : évaluation critique du Conseil économique et social en tant qu'instrument de réforme économique mondiale

39. Après avoir examiné le rôle du Conseil économique et social dans le contexte d'autres éléments opérationnels plus récents du système des Nations Unies, on conclut dans l'étude qu'un grand nombre des fonctions assignées au Conseil sont maintenant mieux assumées dans d'autres instances. Il faudrait donc soit assigner au Conseil de nouvelles tâches et lui imposer d'autres procédures - certaines d'entre elles sont précisées dans l'étude - soit envisager sérieusement sa suppression. Etant donné que la revitalisation du Conseil figure actuellement à l'ordre du jour de ce dernier, la publication de cette étude a apporté une contribution substantielle au débat à l'échelle du système sur la réforme structurelle et procédurale.

5. Enseignement tiré de la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale

40. Ce projet a pour objet d'examiner les attentes et les espoirs déçus qu'a notamment laissés la onzième session extraordinaire, de proposer des explications pour les difficultés rencontrées, d'examiner le rôle des divers acteurs, les innovations procédurales et les perspectives de poursuite du dialogue Nord-Sud dans un ensemble de cadres structurels. Malgré les résultats décevants de la session, on conclut l'étude en disant que les participants ont toujours intérêt à relancer le dialogue et on propose des raisons pour justifier la poursuite du débat.

6. Le nouvel ordre économique international : droit international en formation?

41. On se demande dans cette étude si le nouvel ordre économique international correspond à un droit international en formation, c'est-à-dire si les aspects des relations économiques Nord-Sud débouchent progressivement sur une structure normative ayant force obligatoire. On y propose une théorie générale des conditions et des variables qui font que certaines résolutions de l'Assemblée générale ont les caractéristiques d'une déclaration de droit international alors que d'autres ne correspondent qu'à des recommandations et à des aspirations. Parce que les résolutions de l'Assemblée générale sont devenues la principale source des déclarations à caractère normatif faites par la communauté internationale, on s'efforce dans cette étude de fournir un guide sur l'importance qu'il convient que les diplomates, les bureaucrates et les juges leur accordent.

7. Opinions des diplomates sur le système des Nations Unies : étude portant sur les attitudes

42. L'UNITAR étant chargé d'étudier les perspectives d'avenir à moyen et à long terme du système des Nations Unies, il est essentiel de commencer par une évaluation correcte de la situation présente. Pour comprendre comment ceux qui y sont le plus étroitement associés voient le fonctionnement du système, l'UNITAR a donc procédé à une analyse détaillée des attitudes des diplomates - leurs vues étant exprimées de façon anonyme - sur l'efficacité des différents éléments du système, le rôle et l'importance des diverses questions et la probabilité de trouver des solutions grâce au mécanisme existant. Environ 18 p. 100 des diplomates contactés ont répondu, ce qui constitue un taux d'échantillonnage plus

élevé qu'il n'est de coutume dans la plupart des études sur les attitudes. L'échantillon est représentatif de toutes les régions - sauf du bloc soviétique qui n'a pas participé à l'étude - ainsi que des différents niveaux du corps diplomatique.

## 8. Règles types applicables aux opérations de secours en cas de catastrophe

43. A la suite de recherches importantes dans les archives des Nations Unies, une équipe de spécialistes de l'UNITAR a découvert que dans la plupart des opérations de secours en cas de catastrophe, on se heurtait généralement aux mêmes difficultés opérationnelles. L'Etat bénéficiaire va-t-il lever les réglementations sanitaires et douanières pour pouvoir recevoir les secours? Le personnel et les fournitures nécessaires pour les secours bénéficient-ils de la priorité d'accès aux moyens de transport, aux ports et aéroports? L'équipe chargée des secours pourra-t-elle établir ses propres communications radio avec le Siège? Il a fallu dans le passé faire face, pour chaque opération, à ces problèmes - ainsi qu'à d'autres - en y consacrant beaucoup de temps. Après avoir recueilli de la documentation sur le caractère répétitif de ces problèmes, l'UNITAR a réuni un groupe officieux de rédaction constitué de diplomates et d'administrateurs de secours. Sur la base de l'étude de cas, un ensemble de règles types a été élaboré et communiqué au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe qui espère organiser une conférence au cours de l'automne 1982 en vue d'une éventuelle adoption de ces règles, peut-être sous la forme d'une résolution du Conseil économique et social. Ces règles sont destinées à être incorporées dans les futurs échanges de correspondance conduisant à l'établissement d'une base uniforme pour prendre des mesures à l'égard des opérations de secours en cas de catastrophe.

## B. Etudes sur la coopération régionale en vue du développement

### 1. Coopération régionale et interrégionale dans les années 80

44. Ce programme, dont le Département de la recherche a été chargé à la fin de 1981, est financé par des contributions volontaires provenant des gouvernements belge, canadien, danois, espagnol, italien, néerlandais et sri lankais et de la Communauté européenne. Il a pour objet la conception d'un ensemble intégré de recommandations politiques pour renforcer l'autosuffisance du tiers monde et la coopération économique intra et interrégionale.

45. Pendant la première année, la phase préliminaire du programme s'est achevée avec la création d'un Groupe de personnalités éminentes et l'élaboration d'un programme général de recherche. Le Groupe, qui s'est réuni pour la première fois en mai 1982 à Bruxelles, a procédé à des délibérations intensives sur les stratégies possibles pour relancer la coopération régionale dans différentes parties du monde. Pour l'aider, on a constitué un réseau mondial de centres de recherches régionaux qui doivent fournir des études sectorielles détaillées sur l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique, les ensembles fonctionnels de la région arabe, les pays développés à économie de marché et les pays à économie planifiée. On espère que certains des résultats seront publiés à temps pour la trente-septième session de l'Assemblée générale, notamment un rapport du Groupe de personnalités éminentes et diverses études techniques provenant du réseau de recherches qui lui est associé. On se baserait pour ces publications sur les deux volumes publiés précédemment au titre du projet 8/.

## 2. Les mouvements de population dans les Caraïbes et leurs incidences sur la planification du développement

46. Pendant l'année écoulée, l'UNITAR, travaillant avec des équipes de recherche dans trois pays, a entrepris une étude empirique des mouvements migratoires dans les pays anglophones des Caraïbes afin d'évaluer les incidences socio-économiques des vastes mouvements de population sur le développement régional. Au début de 1982, une analyse des connaissances sur ce sujet intitulée "Population Movements within the English-speaking Caribbean : An Overview" a été rédigée et on espère qu'à la fin de 1982 ou au début de 1983, le document final pourra être achevé. Il contiendra des analyses de coût-utilité des migrations régionales pour les travailleurs migrants et leurs familles et pour les sociétés qui fournissent ou accueillent de la main-d'oeuvre ainsi que des recommandations pour les programmes, les politiques et la recherche future en matière de migrations régionales.

47. L'UNITAR a également achevé une étude sur les négociations menées sous l'égide de l'Assemblée générale afin d'élaborer une convention capable de protéger les droits des travailleurs migrants et de leurs familles. Intitulée "The Complexities of Framing Multilateral Agreements : A Convention for Migrant Workers", l'analyse des procédures de négociation montre la difficulté qu'il y a à parvenir à un consensus sur une question sur laquelle de nombreux Etats Membres ont le sentiment que leurs intérêts sont irrémédiablement opposés. Cette étude sera achevée au cours de l'été 1982.

## 3. Le régionalisme asiatique et le système des Nations Unies

48. Financée par le Gouvernement japonais, cette étude a pour objet d'examiner les relations entre les organisations régionales en Asie, telles que l'ANASE, et le système des Nations Unies, notamment la CESAP, bras du Conseil économique et social dans cette région. Cette étude est l'une des premières à examiner les relations entre les organisations intergouvernementales régionales d'Asie et le système des Nations Unies et l'application de la restructuration du sous-système de développement économique des Nations Unies aux organisations régionales. On y passe en revue les options et les conditions de la relance de la coopération régionale entre les membres de l'ANASE, ainsi qu'entre eux et les Nations Unies.

## 4. Rôle du secteur public dans le développement économique et social des pays d'Afrique

49. Commencé en 1979, ce projet consiste en une analyse comparative de la constitution, de l'étendue et des activités du secteur public des pays africains en développement, ainsi que du rôle de ce secteur dans la réalisation du progrès économique et social. Un document spécial de travail a été rédigé et il sera examiné lors d'un séminaire de l'UNITAR qui doit avoir lieu ultérieurement en 1982 à l'intention de participants venant de pays africains en développement. L'étude devrait être publiée après les débats.

### C. Autres projets

#### 1. Evaluation de la responsabilité des Etats pour les dommages causés par des innovations scientifiques et techniques

50. Ce projet, commencé en 1979 à l'aide d'un don de la Fondation Volkswagen, a pour objet d'examiner les incidences des progrès scientifiques et techniques sur la

responsabilité des Etats en vertu du droit international pour les dommages causés par le mauvais usage ou la négligence dans le contrôle des instruments, des matériaux ou des combustibles faisant appel à des techniques de pointe. L'équipe de spécialistes travaillant sur ce projet a effectué un travail de recherche considérable. Certaines conclusions préliminaires ont été publiées et on prévoit que le projet sera achevé en 1983.

## 2. La science et la technique au service du développement : réactions suscitées par le Programme d'action de Vienne et application de ce Programme

51. Depuis 1978, une équipe de recherche, rémunérée grâce à des dons d'affectation spéciale, a étudié les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, les questions dont elle était saisie, ses résultats et les réactions qu'elle a suscitées. Les études entreprises ont été publiées dans la série des documents de base que l'UNITAR consacre à la science et à la technique - 10 d'entre elles l'ont été avant la Conférence - et ont constitué le principal apport de l'UNITAR à la Conférence. La plupart de ces documents ont été révisés et, avec un certain nombre de contributions nouvelles, publiés en deux volumes. Trois autres documents ont été publiés depuis; ils traitent de questions relatives aux techniques avancées et à leur incidence sur les pays en développement, ainsi que des problèmes de financement de la science et de la technique lorsqu'elles sont introduites dans les pays en développement.

## 3. Incitations de caractère législatif à l'exploitation à petite échelle des ressources énergétiques

52. A la trente et unième conférence Pugwash qui a eu lieu au Canada en 1981, on a fait remarquer que les énergies récupérables classiques étaient plus importantes qu'on ne le supposait fréquemment, eu égard en particulier aux petits gisements peu profonds de pétrole et de gaz que l'on trouve dans la plupart des terrains sédimentaires dans le monde. Si actuellement les grandes compagnies pétrolières pas plus que dans de nombreux cas les gouvernements ne sont intéressés par ces ressources, - pour des raisons juridiques, institutionnelles et politiques - celles-ci pourraient néanmoins constituer d'importantes réserves d'énergie en zone rurale et avoir dans certains cas des incidences plus importantes sur le plan national et régional. Au début de 1982, l'UNITAR a commencé une étude des obstacles à leur exploitation et des solutions possibles dans un certain nombre de pays pris à titre d'exemple (essentiellement des pays en développement); il faudra à peu près 18 mois pour achever cette étude. Parallèlement, est prévue une conférence internationale qui, si elle est financée à l'aide de ressources extérieures et n'occasionne pas de dépenses pour l'UNITAR, aura lieu en Europe occidentale en 1983 et réunira 200 à 300 participants.

## 4. Les droits de l'enfant

53. L'UNITAR a achevé une étude sur les législations nationales protégeant les droits de l'enfant. Des équipes de recherche, coordonnées par l'UNITAR, ont été constituées dans 65 pays : elles sont chargées de réaliser, et de présenter à l'UNITAR, des études détaillées et analytiques portant sur le droit positif et le droit coutumier relatif aux enfants : 13 études ont été faites en Afrique, 18 en Asie et Océanie, 3 en Europe de l'Est, 10 en Europe de l'Ouest, 2 en Amérique du Nord et 13 en Amérique du Sud. Sur ces études, 12 à 15 parmi les plus représentatives ont été préparées en vue de leur publication par l'UNITAR au cours de l'été 1982 sous le titre "La législation et le statut de l'enfant". Ces études ont été examinées en collaboration avec des diplomates chargés de rédiger une convention mondiale des droits de l'enfant.

5. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international

54. Les résultats de la phase I de cette étude, autorisée par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session, ont fait l'objet en septembre 1981 d'un rapport à la trente-sixième session de l'Assemblée générale, où figurent les listes annotées de la quasi-totalité des instruments normatifs applicables aux relations économiques entre les pays développés et les pays en développement; ces listes d'une lecture aisée, permettent d'étudier les normes par sujets et par types d'instrument où elles sont énoncées. A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a autorisé l'UNITAR (résolution 36/107 de l'Assemblée générale) à entreprendre la phase II de l'étude dans laquelle les groupes les plus importants de normes seront accompagnés de nouvelles annotations relatives aux décisions judiciaires et aux sentences arbitrales ainsi qu'à la pratique des organisations intergouvernementales importantes.

6. Stratégies pour le désinvestissement en Afrique du Sud

55. A la suite de la résolution 35/206 de l'Assemblée générale, l'UNITAR s'est intéressé à la manière dont les Etats développés avaient répondu à l'appel de l'Assemblée générale visant à ce qu'il soit mis un terme aux nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud. On s'est attaché dans cette étude, à déterminer s'il serait possible, tant sur le plan économique que politique, d'adopter une stratégie de rechange exigeant de tous ceux qui investissent dans les pays en développement, qu'ils renoncent à investir en Afrique du Sud comme préalable à tout nouvel investissement.

7. Prise de décisions et prévision dans leurs rapports avec le développement : questions de méthode

56. Ce projet s'inscrit dans le prolongement des efforts précédemment déployés par l'UNITAR en vue d'améliorer la base méthodologique des études relatives à la prise de décisions et à la prévision dans le domaine du développement social, économique et politique. Les aspects méthodologiques de l'élaboration d'une nouvelle stratégie internationale du développement ont été étudiés, particulièrement dans le cadre de l'analyse des systèmes; les structures sociales ont également été analysées en raison de la nécessité de neutraliser les forces violentes qui pourraient compromettre le succès des efforts de développement. L'étude correspondant à ce projet a été publiée en décembre 1981.

57. De nouveaux résultats ont également été obtenus dans le cadre de l'étude du système mondial des Etats, effectuée au moyen d'un modèle dynamique fondé sur l'approche dite de la "supermatrice". On a démontré que certains aspects des conflits internationaux, particulièrement au Moyen-Orient et en Amérique latine, pouvaient être étudiés dans cette optique. Les résultats en ont été examinés dans le rapport de recherche au Forum mondial, qui s'est tenu récemment à l'Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes, et certaines données relatives à la pratique des pays d'Amérique latine seront publiées à temps pour la trente-septième session de l'Assemblée générale.

8. La prévention de la guerre nucléaire

58. Ce projet a été entrepris à la suite des débats de la trente-sixième session de l'Assemblée générale, au cours desquels on avait recommandé à l'UNITAR

d'accorder une plus grande attention aux études sur la paix et la sécurité internationales. Le désarmement et la prévention de la guerre nucléaire. Une équipe de chercheurs soviétiques a, en collaboration avec le Département de la recherche de l'UNITAR et l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, rédigé un document sur les diverses questions politiques et stratégiques relatives à la prévention de la guerre nucléaire, destiné à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement.

### CHAPITRE III

#### PROJET SUR LE FUTUR

59. Le Projet sur le futur est toujours axé sur deux grands thèmes : a) options pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international; b) impact des obstacles physiques et des problèmes d'offre en matière de ressources énergétiques et de ressources naturelles. Les diverses parties du programme sont étroitement liées et la coordination entre les divers projets a non seulement permis l'application de concepts connus mais également la mise en commun de découvertes lors des recherches.

60. La recherche en matière de stratégies de réchange pour le développement se trouve justifiée à chaque nouvel infléchissement de la situation mondiale. La difficulté d'élaborer une série de politiques cohérentes accordant la priorité à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration des conditions de vie et à l'instauration d'un ordre économique plus juste est de plus en plus liée aux conflits et aux tensions socio-politiques qu'aggrave la récession mondiale. Dans ce contexte, l'application de politiques visant à éliminer rapidement la pauvreté et à assurer une répartition plus équitable des ressources, ne doit plus être considérée comme une simple question de parti pris idéologique mais, de plus en plus souvent, comme une nécessité politique impérieuse. Bien que le modèle traditionnel de la coopération Nord-Sud ait été amélioré à de nombreuses reprises, comme l'ont démontré récemment le Fonds monétaire international et la publication du rapport de la Commission Brandt, la dichotomie long terme/court terme exige néanmoins des solutions plus radicales et plus hardies que celles qui figurent actuellement à l'ordre du jour des négociations. L'UNITAR peut, en raison de sa situation privilégiée, entreprendre les recherches scientifiques indispensables car il ne souffre pas de l'inévitable lourdeur dont sont d'ordinaire victimes les organismes des Nations Unies.

#### A. Options

##### 1. Technologie, répartition interne et relations Nord-Sud

61. Dans le cadre de ce projet, on s'emploie à déterminer les raisons pour lesquelles certains résultats des politiques de développement national et de coopération internationale du passé sont aujourd'hui considérés comme insuffisants. Bien que les méthodes d'analyse qui ont été mises au point puissent être utilisées partout, au Sud comme au Nord, elles sont particulièrement adaptées aux situations de déséquilibre commercial, de pression démographique, de grande



élasticité de la main-d'oeuvre et de dualisme technologique, si caractéristiques des situations dans lesquelles se trouvent la majorité des habitants du tiers monde. En outre, en raison du climat agité qui a marqué ces dernières années, un nombre important de situations sont apparues dans lesquelles le progrès social ne peut pas attendre la reprise économique et où une orientation nouvelle fondée sur une plus grande autonomie, doit être décidée d'urgence.

62. Des progrès considérables ont été réalisés dans le cadre de ce projet en ce qui concerne l'élaboration d'un nouveau modèle de croissance économique mais des fonds supplémentaires seront nécessaires pour achever la phase actuelle du projet, à savoir : s'assurer de la validité du modèle et le tester, rédiger un manuel pour les techniciens et publier, à l'intention des décideurs et des négociateurs, les conclusions des recherches effectuées. A ce stade, une approche par pays est indispensable afin de déterminer dans quelle mesure ces recherches pourraient être appliquées à des situations concrètes, à condition que celles-ci soient organisées sur une échelle relativement grande et que la coordination entre les diverses équipes de recherche soit améliorée. Cette phase ne pourra démarrer que si l'on arrive à trouver de nouvelles ressources financières.

63. Au cours de l'année écoulée, les travaux de recherche ont porté en grande partie sur les rapports entre marché international de l'énergie et relations Nord-Sud. Etant donné que le cadre où s'inscrit le Projet sur le futur a été axé sur l'analyse de l'interaction complexe des facteurs nationaux et des facteurs internationaux grâce à des méthodes qui jusqu'alors n'avaient pas pu être adoptées au sein du système des Nations Unies, on l'a tout naturellement étendu et adapté à une analyse détaillée du marché international de l'énergie, en utilisant certaines des caractéristiques les plus marquantes du modèle. Au cours des 12 derniers mois, une analyse détaillée des rapports entre l'évolution des prix du pétrole et la demande mondiale a été réalisée et complétée par une étude à long terme de l'évolution du prix des produits miniers effectuée en vue de définir les paramètres de ce processus et d'essayer d'en comprendre la dynamique. Ce type d'analyse aurait permis d'éviter les réactions mal informées des consommateurs de pétrole lors de la montée des prix du pétrole au début des années 1970 et elle pourrait, à l'avenir, introduire une certaine prévisibilité dans un domaine vital pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

64. Il est incontestable que le prix du pétrole est un facteur important dans l'économie mondiale et exerce une influence décisive sur les négociations globales. La fixation du prix "optimum" suppose une analyse et des calculs très complexes et, à cet égard, le modèle de l'UNITAR a attiré l'attention de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui jusqu'à présent avait utilisé différentes méthodes pour aborder le problème de la fixation des prix. Plusieurs échanges de vues ont eu lieu entre des représentants de l'UNITAR et des membres du Secrétariat de l'OPEP (Vienne), à l'Université d'Essex en Angleterre et lors de trois séminaires de l'UNITAR tenus au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Des conversations préliminaires ont également été organisées avec des hauts fonctionnaires de la CNUCED en vue de déterminer si l'étude de l'UNITAR pourrait être appliquée à d'autres produits de base, en particulier les produits miniers, et une réunion de courte durée est prévue pour l'été 1982 entre les représentants de la CNUCED et de l'OPEP. Un colloque d'une semaine sur "L'énergie, les marchés internationaux et l'ordre du jour Nord-Sud" se tiendra en 1983 en vue

d'élargir la réflexion à un examen global des facteurs complexes qui interviennent dans cette question. Ces problèmes ont également été examinés au cours de l'année dans diverses autres enceintes, dont des universités, des centres de recherche, tels que l'Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes, et les groupes de travail sur les modèles et l'énergie de l'Equipe spéciale du CAC sur les objectifs de développement à long terme. Cinq volumes seront publiés sur la mise au point et le transfert de technologie, la dynamique à long terme des ressources minières et le marché pétrolier international fin 1982 ou en 1983; un résumé de ces études paraîtra en septembre 1982.

## 2. Approches régionales à la problématique du futur

### a) Stratégies pour le futur de l'Afrique

65. Elaboré à partir du thème "Edification de la nation ou transnationalisation?", ce programme, qui est issu de la Conférence sur l'Afrique et la problématique du futur, tenue à Dakar en juillet 1977, s'est développé sur trois grands axes : l'Etat et le paysannat en Afrique; l'Etat, les ressources naturelles et l'industrialisation en Afrique; et l'Etat, les composantes sociales de la nation et les conflits mondiaux. Ces études ont été entreprises en raison de la fragilité et de l'hétérogénéité, de la société africaine actuelle et des répercussions de cette situation sur les rapports de l'Afrique avec le reste du monde. Axé sur l'étude des rapports entre les problèmes nationaux et certaines tendances du développement mondial, ce programme se conforme strictement à l'approche analytique du Projet sur le futur. Il aborde plusieurs grandes questions : l'instauration d'un nouvel ordre économique international conserverait-elle tout son intérêt pour l'Afrique si cette dernière devait n'exercer qu'un contrôle symbolique sur ses ressources naturelles et abandonner l'objectif d'industrialisation? L'avenir de l'Afrique sera-t-il décidé par d'autres et notamment par les sociétés multinationales, les nations industrialisées et diverses organisations internationales ou sera-t-il défini par les Africains eux-mêmes? Quelles autres voies s'offrent aux Africains pour planifier leur avenir individuel et collectif en fonction des principes directeurs proposés dans le Plan d'action de Lagos?

66. Des monographies ont été réalisées en fonction d'une typologie de pays à savoir : ceux qui essaient de mettre en place une économie industrielle intégrée, ceux qui dépendent d'un seul produit de base, ceux dont l'économie est "marginale" ou faible et, enfin, ceux de l'Afrique australe qui subissent directement le contrecoup des événements qui se produisent en République sud-africaine. Dans chacun de ces groupes, l'équipe de recherche étudiera les différentes politiques adoptées, notamment leur incidence sur la lutte pour l'édification d'Etats nationaux, et les raisons pour lesquelles elles échouent ou bien commencent à porter leurs fruits. On s'intéressera également aux tentatives qui ont été faites pour s'assurer le contrôle des ressources naturelles nationales aux rapports entre l'Etat et le paysannat et aux options industrielles existantes, leurs rapports avec le développement agricole et leur incidence sur la division internationale du travail. Une fois rassemblés, ces éléments permettront de définir la nature de l'Etat dans l'Afrique moderne et de déterminer s'il est adapté aux divers systèmes et modèles d'interdépendance mondiale, notamment au défi que représente le nouvel ordre économique international. Ces études donneront lieu à la publication de 11 volumes.

b) Stratégies pour le futur de l'Asie

67. L'élaboration des documents issus de la Conférence sur les diverses stratégies de développement possibles et le futur de l'Asie, tenue à New Delhi en mars 1980, s'est poursuivie au cours de l'année écoulée. Une publication en deux volumes rassemblant environ 60 études devrait être disponible début 1983.

c) Stratégies de coopération dans la région de la Méditerranée

68. Dans le cadre de ce programme, destiné essentiellement à ceux des pays de la Méditerranée qui appartiennent au tiers monde, financé par le Gouvernement italien et étroitement associé au programme sur le futur de l'Afrique, on étudie dans quelle mesure une histoire commune produit des structures étatiques particulières, d'où une rupture entre les deux rives de la Méditerranée anéantissant toute possibilité d'une collaboration fructueuse. En d'autres termes, y a-t-il un modèle type de structure sociale méditerranéenne susceptible de stimuler et de faciliter la coopération régionale? Tous les pays de cette région ont en commun un certain nombre de questions qu'on peut aborder sous cet angle et parmi lesquelles on trouve : les manières différentes dont l'émigration évolue dans divers pays de la région, l'apparition de nouveaux types d'emploi locaux et le déficit alimentaire régional qui trouve son origine dans l'écart de plus en plus grand entre le développement rural et le développement urbain. D'autres questions seront examinées par la suite.

B Energie et ressources naturelles

69. Le travail de recherche analytique lié à la mise en valeur des ressources décrit ci-dessus ne remet pas en cause le principe et l'utilité des recherches sur les aspects physiques de l'offre en matière de ressources naturelles qui ont été entreprises en 1976. De fait, l'importance de la série de conférences organisées par le Projet sur le futur dans ce domaine se trouve rehaussée compte tenu de l'écho favorable et du succès qu'a eus la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, tenue à Nairobi en août 1981. Deux conférences du même type ont été organisées par l'UNITAR depuis juillet 1981 : l'une sur l'exportation à petite échelle des ressources énergétiques et l'autre sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques.

1. Conférence internationale sur l'exploitation à petite échelle des ressources énergétiques

70. Le Projet sur le futur a attiré l'attention sur le potentiel que recelait l'exploitation à petite échelle des ressources énergétiques lors d'une conférence qui s'est tenue à Queretaro (Mexique) en 1978 et qui a porté essentiellement sur trois sources d'énergie : le charbon, les schistes bitumineux et les ressources géothermiques. Dans le prolongement de cette conférence, une conférence sur l'exploitation à petite échelle des ressources énergétiques s'est tenue à Los Angeles en Californie du 9 au 19 septembre 1981, moins spécialisée, cette conférence a couvert la plupart des ressources énergétiques connues. Organisée en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les Gouvernements japonais

et mexicain, le Gouvernement de l'Etat de Californie et l'Interstate (USA) Oil Compact Commission, elle a clairement montré que ces ressources représentaient un vaste potentiel bien que leur exploitation soit à l'heure actuelle limitée par des facteurs institutionnels et sociologiques, notamment les problèmes juridiques relatifs à la propriété du sous-sol et le peu d'intérêt manifesté par les grandes entreprises pour les processus d'extraction qui s'écartent des modes d'exploitation habituels. Cependant, compte tenu du niveau actuel des prix, ces ressources ne doivent pas être négligées. Il est possible de les exploiter avec des équipements légers et portables car on les trouve souvent dans des gisements situés à faible profondeur. L'intervalle entre la découverte et l'exploitation du gisement est, par conséquent, beaucoup plus court que pour les gisements géants ou les plus grands gisements, et les pays en développement peuvent les exploiter plus aisément avec leur propre savoir-faire technique, écartant ainsi le risque de dépendance économique et ses conséquences politiques. La question des obstacles d'ordre institutionnel fait l'objet de recherches poussées et sera examinée au cours d'une conférence organisée en collaboration avec le Département de la recherche de l'Institut (voir par. 52 ci-dessus).

71. Sur la plan technique, on a remarqué au cours de la Conférence les démonstrations portant sur l'utilisation des déchets de bois et des eaux usées géothermales pour la production d'électricité, de barrières en plastique pour les petits projets marémoteurs de l'énergie éolienne pour la production de chaleur par l'intermédiaire de patins et sur l'utilisation de pompes verticales pour des petits projets hydroélectriques.

72. Certaines des données scientifiques et des informations réunies lors de la préparation de cette conférence ont servi lors de la phase préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Un rapport sur les recherches effectuées par l'UNITAR dans le domaine de l'énergie comportant des rubriques sur l'exploitation à petite échelle de ressources énergétiques a été distribué au Comité préparatoire en tant que document de travail.

## 2. Deuxième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques

73. Organisée de concert par l'UNITAR et la Société des pétroles du Venezuela et parrainée conjointement par le Ministère de l'énergie du Gouvernement des Etats-Unis et l'Alberta Oil Sands Technology and Research Authority (Agence de la province de l'Alberta chargée de la technique et de la recherche en matière de sables pétrolifères), la deuxième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques s'est tenue à Caracas (Venezuela) du 7 au 17 février 1982. Elle a été ouverte par le Président du Venezuela et des discours y ont été prononcés par le Secrétaire à l'énergie des Etats-Unis et le Ministre par intérim de l'énergie et des ressources naturelles du Gouvernement de la province de l'Alberta (Canada). La Conférence a accueilli plus de 700 participants originaires de 75 pays.

74. Les événements survenus depuis la première Conférence sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques, tenue à Edmonton (Canada) en juin 1979, notamment la deuxième augmentation des prix des produits pétroliers, ont poussé l'industrie pétrolière dans le monde entier à s'intéresser au potentiel des pétroles bruts lourds et des sables asphaltiques en tant que source d'énergie importante. L'exploitation de ces ressources a fait des progrès considérables, même au cours des deux ou trois dernières années. Parmi les nouvelles techniques qui ont été présentées figuraient l'adjonction de mousse à la vapeur dans le processus d'extraction, ce qui permet une concentration de la vapeur dans la zone voulue; des techniques d'extraction des pétroles bruts lourds à une profondeur supérieure à la limite actuelle de 1 000 mètres; la mise au point de pipelines isothermes conservant la chaleur; et la réduction de la viscosité au moyen d'injections bactériennes. En outre, la Conférence a abordé la question de l'extraction de métaux à partir des pétroles bruts lourds.

3. Centre UNITAR/PNUD d'information sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques

75. Le Centre d'information UNITAR/PNUD sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques a commencé à fonctionner en mai 1981 et s'est installé dans ses locaux en juillet. Grâce aux ordinateurs, ce Centre a mis en place une liaison avec l'Alberta Oil Sands Technology and Research Authority, située à Edmonton, et des négociations sont en cours en vue de mettre en place une liaison similaire avec les banques de données informatisées du Département de l'énergie du Gouvernement américain à Washington et avec d'autres organisations aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Un accord a été signé en vue d'autoriser le stockage de données dans l'ordinateur de l'Organisation des Nations Unies.

76. A la demande du Centre, la gestion financière a été transférée en janvier 1982 au Programme des Nations Unies pour le développement. Cela allégera la tâche des administrateurs de l'UNITAR, qui sont peu nombreux, mais toutes les décisions importantes continueront à être prises en commun par l'UNITAR et le PNUD. Le Centre a participé activement à la deuxième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques, organisée par l'UNITAR à Caracas en février 1982, et la deuxième réunion du Conseil consultatif du Centre s'est également tenue à Caracas à la même époque. La troisième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques, dont les préparatifs ont déjà commencé, sera organisée par le Centre en 1985. Le Centre a également entrepris la publication d'un bulletin d'information trimestriel intitulé The Heavy Oiler.

## CHAPITRE IV

### BUREAU DE L'UNITAR A GENEVE

77. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration de limiter le personnel et les activités du Bureau de l'UNITAR à Genève, la restructuration est intervenue au cours de l'année passée. Etant donné les circonstances, le Directeur général a suivi personnellement les travaux de plus près que les années précédentes et a eu des contacts réguliers avec l'Administrateur chargé du Bureau, M. Marcel Boisard.

78. Au cours de la période examinée, la plupart des activités du Bureau ont à nouveau porté sur la formation. Il convient de signaler particulièrement le programme de bourses de perfectionnement en droit international ainsi que d'autres cours et séminaires organisés dans le cadre du programme ordinaire de formation de l'Institut à l'intention des diplomates et des fonctionnaires internationaux. On a également effectué un travail préliminaire en vue d'introduire des cours de courte durée à l'intention des diplomates africains et des Caraïbes. De plus, l'Administrateur chargé du Bureau a consacré un temps très important à l'exécution de programmes d'assistance à l'Institut libanais de relations internationales et à l'Institut des affaires étrangères du Pakistan. En ce qui concerne la recherche, on poursuit à l'heure actuelle les activités relatives au projet concernant les vestiges matériels de la deuxième guerre mondiale : un rapport est en cours de rédaction et sera publié prochainement.

79. Conformément à la pratique en vigueur, le Bureau a assuré le service de la réunion annuelle des chefs des instituts des Nations Unies qui s'occupent de formation, de planification et de recherche, réunion qui s'est tenue au Palais des Nations les 25 et 26 juin 1981.

80. Dans le cadre de ses fonctions de représentation, l'Administrateur chargé du Bureau a représenté l'UNITAR à diverses réunions et conférences tenues à Genève et dans d'autres centres européens et des membres du Bureau ont assisté à un grand nombre de réunions interinstitutions. Le Bureau a maintenu et développé ses contacts avec les missions permanentes et avec les communautés internationales et les milieux universitaires de Genève et de la région. Un chargé spécial de recherche a été invité à donner des cours à l'Université de Dublin, et l'Administrateur chargé du Bureau a donné des cours dans diverses universités, notamment en Algérie, au Brésil, en France, en Suisse et dans les Emirats arabes unis.

81. Le Bureau a continué à mettre ses installations à la disposition d'un certain nombre de chargés de recherche invités et d'universitaires qui ont effectué des recherches de durée variable sur des sujets relevant de la compétence de l'UNITAR. Le Bureau de Genève continue également à mettre des bureaux à la disposition d'une équipe de chercheurs qui travaillent à un projet financé par l'Université des Nations Unies et portant sur les buts, processus et indicateurs du développement.

82. Le Bureau assure la distribution des publications de l'UNITAR en Europe. La liste des personnes et organisations auxquelles le Bureau envoie les documents de l'UNITAR est constamment mise à jour afin de faire mieux connaître l'Institut en Europe.

83. L'Office des Nations Unies à Genève a continué à apporter, en particulier dans le domaine administratif, une aide et un appui précieux à l'UNITAR pour ses travaux tout au long de l'année.

## CHAPITRE V

### INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES SUR LE DESARMEMENT

84. L'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement a été créé en application de la résolution 34/83 M de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1979, dans le cadre de l'UNITAR, sur la base d'un arrangement intérimaire, valable jusqu'à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il a été mis sur pied en octobre 1980 à Genève à la suite de consultations approfondies auxquelles ont participé le Secrétaire général et le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement, ainsi que le Directeur général et le Conseil d'administration de l'UNITAR. La proposition initiale de création de l'Institut a été faite par le Gouvernement français lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

85. En créant cet institut, l'Assemblée générale a reconnu que les négociations sur le désarmement et la recherche progressive d'une plus grande sécurité doivent s'appuyer sur des études techniques approfondies et objectives, et qu'une activité soutenue de recherche et d'étude de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement favoriserait une participation avisée de tous les Etats aux efforts dans le domaine du désarmement. Dans ce contexte, l'Institut a été créé pour conduire des recherches scientifiques objectives permettant d'avancer sur la voie du désarmement et d'améliorer l'accès aux informations, études et recherches d'ores et déjà disponibles dans ce domaine. Concrètement, l'Institut est chargé d'effectuer des recherches devant permettre d'appuyer les négociations en cours, d'encourager de nouvelles initiatives dans le domaine du désarmement et de donner un aperçu général des problèmes en cause.

86. Pour s'acquitter de son mandat, l'Institut est dirigé par un Conseil consultatif de 17 membres, dont cinq membres du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement (Secrétariat), quatre membres du Conseil d'administration de l'UNITAR, trois spécialistes nommés par le Directeur général de l'UNITAR en consultation avec le Secrétaire général, et cinq membres de droit : le Président du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement, le Président du Conseil d'administration de l'UNITAR, le Sous-Secrétaire général, Centre des Nations Unies pour le désarmement, le Président de la Commission du désarmement et le Président ou un représentant du Comité du désarmement. Le rôle de ce conseil consultatif est d'aider à réaliser les objectifs de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, en tenant compte des objectifs fixés par les résolutions 33/71 K et 34/83 M de l'Assemblée générale, de définir les priorités en matière de recherche, d'orienter ses opérations et de susciter et de promouvoir les appels de fonds. Le Conseil consultatif s'est réuni à New York pour sa première session le 5 mai 1981 et pour une deuxième session le 29 septembre 1981, et a adopté un programme de travail. Il a exprimé l'espoir que la majorité des projets approuvés seraient exécutés avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en estimant qu'un programme de recherche à long terme ne devrait, quant à lui, être envisagé qu'une fois que la session aurait déterminé la stratégie future de l'Institut. Le programme de recherche approuvé par le Conseil a été par la suite adopté par le Conseil d'administration de l'UNITAR (UNITAR/EX/R.72).



87. L'Institut, dont le personnel - essentiellement administratif - est très réduit, a eu très souvent recours à des contrats à court terme liés aux projets dans l'exécution de son programme de recherche. Ce type de recrutement a permis de recourir aux services de spécialistes confirmés tant dans le cadre qu'en dehors du système des Nations Unies, et a également permis à l'Institut de développer ses relations et ses contacts avec d'autres instituts et experts dans différentes régions du monde. L'Institut a établi une relation étroite avec d'autres organes et organisations du système des Nations Unies qui s'occupent du désarmement, dont le Centre pour le désarmement et différentes institutions spécialisées, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

88. Depuis la création de l'Institut, on a entrepris l'exécution de trois grands projets, visant respectivement à établir un répertoire de la recherche sur le désarmement, mettre en place une base de données concernant le désarmement, et étudier les risques que comporte une guerre nucléaire accidentelle. En établissant le répertoire, l'Institut avait pour objectif de mettre à la disposition de tous ceux qui ont des responsabilités dans le domaine du désarmement et les autres personnes intéressées un solide ouvrage de référence qui constituerait en même temps un outil de travail commode. La première partie du répertoire porte sur les ouvrages de référence - bibliographie, guides de recherche, principaux annuaires, périodiques et collections - et est complétée par une liste exhaustive des documents officiels, des études scientifiques, et une liste des instituts et centres de recherche. Afin de pallier l'absence de données réunies de façon systématique et facilement disponibles concernant la course aux armements et le désarmement, le Conseil consultatif de l'Institut a demandé à celui-ci d'effectuer une étude préliminaire sur la mise en place d'une base de données automatisée sur le désarmement, prolongement naturel des travaux déjà commencés à l'occasion du répertoire. La première étape a déjà été entreprise en collaboration avec l'Université de Grenoble (France). d'autres étapes sont en cours de planification. Enfin, pendant l'année écoulée, M. Daniel Frei, professeur à l'Université de Zurich, a rédigé une étude importante sur les méthodes à adopter pour évaluer le risque d'une guerre nucléaire accidentelle; l'étude se fondait sur une analyse de la documentation très dispersée et hétérogène qui se rapporte à ce sujet. Un résumé de 13 pages a été établi et diffusé parmi les membres du Conseil consultatif de l'Institut, les membres du Conseil d'administration de l'UNITAR et les membres du Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement; il sera reproduit dans la série des publications des Nations Unies destinées à la vente.

89. On a entrepris un certain nombre de nouveaux projets, au cours de l'année 1982, y compris des études sur la sécurité des Etats et la réduction des niveaux d'armement, le désarmement en tant que moyen de réaliser un nouvel ordre international de la sécurité et la science et la technique au service du désarmement. De plus, on a entrepris des travaux - dont la poursuite doit cependant attendre l'achèvement de la session extraordinaire - concernant une analyse comparative des diverses négociations multilatérales sur les problèmes mondiaux et sur la mise en place d'un fonds du désarmement au service du développement.

90. A l'initiative de l'Institut, une Conférence des chefs des instituts de recherche sur le désarmement s'est tenue du 16 au 18 novembre 1981 au Palais des Nations à Genève. Parmi les participants on comptait plus de 50 représentants d'instituts de recherche du monde entier et d'une quinzaine d'organisations du système des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, ainsi que des membres de la communauté du désarmement à Genève. Les objectifs en étaient de renforcer la coopération internationale dans le domaine de la recherche sur le désarmement de rechercher les moyens d'améliorer l'utilisation des ressources matérielles et intellectuelles existantes, d'éviter les parallélismes et doubles emplois inutiles et de renforcer les effets de la recherche sur les orientations politiques des gouvernements. L'utilité de cette conférence a essentiellement consisté en une prise de contact et une ébauche de coopération entre les participants. On a recommandé à l'Institut d'organiser de façon régulière des conférences de ce type si les fonds nécessaires pouvaient être recueillis.

91. Les activités de l'Institut ne sont financées que par des contributions volontaires. Jusqu'à présent, les seules contributions à avoir été versées l'ont été par la France, à la fois au Fonds général de l'Institut et pour des projets précis; cependant d'autres pays et organisations ont financé une partie des recherches entreprises dans les pays intéressés.

## CHAPITRE VI

### COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

92. La coopération de l'Institut avec d'autres organismes des Nations Unies a consisté en une coordination et des consultations interorganisations actives ainsi qu'en diverses activités communes. Divers organismes et institutions appartenant au système des Nations Unies ont procuré des animateurs pour des séminaires de l'UNITAR et des experts dans le cadre des programmes de formation de l'UNITAR. Des fonctionnaires de ces organismes et institutions ont aussi participé à des réunions, conférences et groupes de recherche de l'UNITAR intéressant leurs travaux.

93. Le Directeur général et ses proches collaborateurs ont pris une part active aux réunions du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires, en particulier lorsqu'il s'agissait de questions présentant un intérêt particulier pour l'UNITAR, telles que l'élaboration de nouvelles stratégies du développement, la restructuration du système des Nations Unies et le rôle de la science et de la technique au service du développement.

94. Un certain nombre de programmes de formation ont été exécutés conjointement par l'UNITAR et par d'autres organes des Nations Unies, ou en collaboration avec ces organes. Ces programmes sont notamment : les séminaires d'information sur le droit de la mer, organisés en collaboration avec le secrétariat de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; le séminaire sur le développement économique et la situation internationale, organisé avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale; et le programme de bourses de perfectionnement en droit international, avec le Bureau des affaires juridiques. Le Département de la recherche et le Projet sur le futur ont également coopéré étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies, dont le Conseil économique et social, la Commission du droit international, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et le Programme des Nations Unies pour le développement. L'UNITAR participe actuellement à l'élaboration du programme du stage à l'intention des diplômés de l'enseignement supérieur mis sur pied par le Département de l'information - et qui se déroulera du 21 juin au 16 juillet 1982 - et a été représenté à la réunion du Comité de sélection tenue le 12 avril 1982.

#### A. Relations avec l'Université des Nations Unies

95. L'Université des Nations Unies (UNU) et l'UNITAR ont continué à collaborer dans un certain nombre de domaines, notamment dans l'exécution à Genève d'un projet commun portant sur les buts, les processus et les indicateurs du développement. On a continué à essayer de renforcer les liens entre l'UNITAR et l'Université, en espérant pouvoir pousser plus loin l'exploration de domaines d'intérêt commun, en particulier dans le domaine de la formation, qui permettront ensuite d'intensifier la coopération entre ces deux organismes. En tant que membre de droit du Conseil de l'UNU, le Directeur général de l'UNITAR assiste aux sessions de cet organe.

96. Afin de renforcer la coordination des activités dans le domaine de la formation entre les différents organismes des Nations Unies et d'éviter les doubles emplois entre les différents programmes de formation entrepris dans le cadre des Nations Unies, le Secrétaire général a organisé, le 25 mars 1982, une réunion à laquelle ont assisté le Directeur général de l'UNITAR, le Recteur de l'Université des Nations Unies, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, la Sous-Secrétaire générale aux services du personnel, le Directeur de la Division de l'appui aux programmes du Département de la coopération technique pour le développement et le Chef du Service de la formation et des examens. A la suite de cette réunion, le Secrétaire général a demandé à M. George F. Davidson, ancien Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion, de présider un groupe de travail sur la formation, et a invité des représentants de l'UNITAR, de l'Université des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Département de la coopération technique pour le développement et du Bureau des services du personnel à y participer. Depuis, le groupe a tenu un certain nombre de réunions pour examiner les différents types de programmes de formation entrepris ou patronnés par l'Organisation des Nations Unies, l'UNITAR, le PNUD et l'UNU à l'intention des fonctionnaires et des représentants qui ne sont pas fonctionnaires (comme les diplomates et les représentants officiels de pays en développement) afin d'améliorer l'efficacité des programmes de formation exécutés dans le cadre du système des Nations Unies. Le groupe de travail a récemment présenté son rapport et ses recommandations au Secrétaire général.

#### B. Réunions des chefs des instituts du système des Nations Unies

97. Depuis juillet 1966, les chefs des instituts des Nations Unies s'occupant de formation de recherche et de planification se sont, conformément aux résolutions 138 (XLI) et 1175 (XLI) du Conseil économique et social et à l'invitation du Secrétaire général, réunis chaque année à Genève pour resserrer leur coopération et échanger des données d'expérience et des idées dans un climat exempt de tout formalisme. La seizième réunion annuelle s'est tenue au Palais des Nations à Genève les 25 et 26 juin 1981 sous la présidence du Directeur général de l'UNITAR et, suivant la pratique établie, les chefs des instituts ont présenté des rapports très détaillés sur les activités de leurs instituts respectifs, en particulier en ce qui concerne les nouvelles tendances et les nouvelles orientations. Le Recteur de l'Université des Nations Unies a passé en revue les progrès que son Université a faits en cinq ans. A l'invitation des chefs des instituts, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales a également récapitulé les objectifs et les fonctions de l'Equipe spéciale du CAC sur les objectifs de développement à long terme et examiné le rôle que les organismes de recherche et de formation du système des Nations Unies pourraient jouer pour faire mieux comprendre les questions et les stratégies du développement.

98. On a procédé au cours des mois de mai et juin 1982 aux préparatifs de la dix-septième réunion annuelle des chefs des instituts qui s'est tenue les 1er et 2 juillet 1982. Les chefs des instituts ont décidé de renforcer la coopération entre les instituts régionaux relevant ou non des Nations Unies et avec les instituts nationaux. Afin de promouvoir la coopération dans le domaine des

programmes de formation, ils ont décidé de procéder à des détachements mutuels de cadres spécialistes de la recherche, afin de maximiser l'efficacité des ressources et des programmes. On a proposé qu'une étude empirique sur l'évaluation de la formation soit le principal sujet à débattre lors de la prochaine réunion. A cette fin, les chefs des instituts présenteront à l'avance des rapports sur leurs vues et expériences dans ce domaine.

99. Récemment nommé au poste de secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales, M. Shuaib Yolah a informé les chefs des instituts de l'état du rapport de l'Equipe spéciale du CAC sur les objectifs de développement à long terme. Il a souligné que les conclusions définitives du rapport, dont le Conseil économique et social était saisi, dépendraient de la façon dont celui-ci aurait pu élucider un certain nombre de problèmes. Philippe de Seynes, directeur du Projet sur le futur de l'UNITAR, a donné une vue d'ensemble des travaux de la deuxième Equipe d'étude du CAC sur l'énergie 9/.

## CHAPITRE VII

### PUBLICATIONS

100. Les résultats des recherches de l'Institut sont publiés soit par l'Institut lui-même soit par des maisons d'édition. Au cours du deuxième semestre de 1981 et du premier semestre de 1982, vingt-trois études ont été publiées. Parmi ces publications figurent les huit premières monographies d'une nouvelle série de l'UNITAR, la série des études sur les politiques et l'efficacité : The International Law Commission: The Need for a New Direction (PE/1); Quantitative Analysis of Voting Behaviour in the General Assembly: Who Voted with Whom in the United Nations (PE/2); Crowded Agendas, Crowded Rooms: Institutional Arrangements at UNCLOS III (PE/3); ECOSOC: Options for Reform (PE/4); The Eleventh Special Session and the Future of Global Negotiations (PE/5); The New International Economic Order: International Law in the Making? (PE/6); Diplomats' Views on the United Nations System: An Attitude Survey (PE/7); Model Rules for Disaster Relief Operations (PE/8). D'autres études seront publiées au cours du deuxième semestre de 1982 dans le cadre de cette nouvelle série.

101. Plusieurs autres études ont également été publiées au cours de cette période, dont les suivantes : United Nations Security Council: Towards Greater Effectiveness; The Progressive Development of the Principles and Norms of International Law Relating to the New International Economic Order: A Compendium; A New International Development Strategy: A Systems Analysis Approach; Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development; Science and Technology in a Changing International Order; Political and Institutional Issues of the New International Economic Order; Social Issues of the New International Economic Order; et International Trade, Industrialization and the New International Economic Order.

102. Dans le domaine de l'énergie, l'UNITAR a produit les quatre volumes de Alternative Strategies for Desert Development and Management. Le volume I traite de l'énergie et des minéraux, le volume II de l'agriculture, le volume III de l'eau et le volume IV de l'aménagement du désert. Au cours de la même période, a également été publiée une importante étude en trois volumes, Long-term Energy Resources.

103. Le volume XIII (automne 1981) des Nouvelles de l'UNITAR contient une étude détaillée des activités de l'Institut au cours de l'année précédente. Un certain nombre d'articles importants ont été inclus dans cette publication, dont des discussions sur le désarmement, l'interdiction de l'apartheid et de la discrimination raciale et les relations économiques internationales.

104. En raison des coûts de plus en plus élevés, il a été décidé de réduire à quatre au lieu de cinq le nombre des parutions annuelles du bulletin Important for the Future, plutôt que d'augmenter le prix de l'abonnement. Un volume double (vol. VI, numéros 2-3) contient le rapport d'une conférence très réussie - tenue à Los Angeles (Californie) - sur les ressources énergétiques secondaires. Le rapport sur la deuxième Conférence sur les pétroles lourds bruts et les sables bitumineux a été publié dans le volume VII, numéro 1.

105. On trouvera à l'annexe II une liste récapitulative des publications de l'UNITAR.

## CHAPITRE VIII

### QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

106. En 1981 les recettes du Fonds général se sont élevées à 2 153 806 dollars (2 130 627 dollars en 1980), alors que les dépenses (y compris les ajustements au titre de l'exercice précédent) ont atteint 2 435 233 dollars (2 619 871 dollars en 1980), d'où il ressort que les dépenses engagées ont dépassé les recettes de 281 427 dollars (504 482 dollars en 1980). Au 31 décembre 1981, le Fonds accusait un déficit de 402 021 dollars (au 31 décembre 1980 le solde était de 346 242 dollars). Toutefois, conformément à la résolution 36/234 de l'Assemblée générale, une deuxième subvention de 352 600 dollars imputée sur le budget de l'Organisation des Nations Unies a été octroyée à l'Institut le nouveau déficit s'élève ainsi à 49 421 dollars. Ce dernier déficit est dû à la diminution des contributions de certains Etats Membres, aux fluctuations des taux de change, à l'augmentation des traitements dans le système des Nations Unies, à l'accroissement du coût du chauffage et des communications, au relèvement des impôts de la ville de New York et aux annonces de contributions qui ne se sont pas concrétisées.

107. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 2 153 909 dollars en 1981 (2 522 618 dollars en 1980), alors que les engagements pour l'année (y compris les ajustements au titre des exercices précédents) ont atteint 2 192 631 dollars (2 511 034 dollars en 1980). Au 31 décembre 1981, le solde du Fonds était de 2 455 396 dollars en monnaies convertibles et 996 763 dollars en monnaies non convertibles, soit un total de 3 452 159 dollars (contre 2 646 149 dollars au 31 décembre 1980).

108. Comme au cours des années précédentes, les états financiers pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1981 ainsi que le rapport du Comité des commissaires aux comptes, sont présentés séparément à l'Assemblée générale.

## Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément No 14 (A/36/14 et Corr.1).

2/ Ibid., trente-sixième session, annexe, point 71 de l'ordre du jour, document A/36/693/Add.1.

3/ Mohamed El-Baradei, Thomas Franck et Robert Trachtenberg, The International Law Commission : The Need for a New Direction (Numéro de vente : E.81.XV.PE/2); Vladislav B. Tikhomirov, Quantitative Analysis of Voting Behaviour in the General Assembly : Who Voted with Whom Within the United Nations (Numéro de vente : E.81.XV.PE/3); Mohamed El-Baradei et Chloe Gavin, Crowded Agendas, Crowded Rooms : Institutional Arrangements at UNCLOS III (Numéro de vente : E.81.XV.PE/3); John P. Reninger, ECOSOC : Options for Reform (Numéro de vente : E.81.XV.PE/4); John P. Reninger et James Zech, The 11th Special Session and the Future of Global Negotiations (Numéro de vente : E.81.XV.PE/5); Thomas Franck et Mark Munansangu, The New International Economic Order : International Law in the Making (Numéro de vente : E.81.XV.PE/6); Thomas Franck, John Reninger et Vladislav Tikhomirov, Diplomats' Views on the United Nations System : An Attitude Survey (Numéro de vente : E.82.XV.PE/7); et Mohamed El-Baradei et d'autres personnes, Model Rules for Disaster Relief Operations (Numéro de vente : E.81.XV.PE/8).

4/ Jorge Lozoya et Haydee Birgin (responsables de la publication), Social and Cultural Issues of the New International Economic Order (Numéro de vente : UNITAR/FS/19); Ervin Laszlo et Joel Kurtzman (responsables de la publication), Political and Institutional Issues of the New International Economic Order (Numéro de vente : UNITAR/FS/19); Jorge Lozoya et Rosario Green (responsables de la publication), International Trade, Industrialization and the New International Economic Order (Numéro de vente : UNITAR/FS/20).

5/ Davidson Nicol (responsable de la publication), Paths to Peace : The United Nations Security Council and its Presidency (Numéro de vente : UNITAR/CR/14); Davidson Nicol en collaboration avec Margaret Croke et Babatunde Adeniran, The United Nations Security Council : Towards Greater Effectiveness (Numéro de vente : UNITAR/CE/15); Pamela D'Onofrio-Flores et Sheila Pfafflin (responsables de la publication), Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development (Numéro de vente : UNITAR/RR/27); Volker Rittherger (responsable de la publication), Science and Technology in a Changing International Order : The United Nations Conference on Science and Technology for Development (Numéro de vente : UNITAR/RR/28).

6/ Vladislav B. Tikhomirov, The New International Development Strategy : A System Analysis Approach (Numéro de vente : E.81.XV.RR.26).

7/ The Progressive Development of the Principles and Normes of International Law Relating to the New International Economic Order (Numéro de vente : UNITAR/DS/4).



8/ Davidson Nicol, Luis Echeverria et Aurelio Peccei (responsables de la publication), Regionalism and the New International Economic Order; et Ervin Laszlo, Joel Kurtzman et Anindya Bhattacharya, RCDC : Regional Cooperation Among Developing Countries : The New Imperative of Development in the 1980's (Numéro de vente : UNITAR/FS/16).

9/ Les instituts, organes et organismes qui participent aux réunions annuelles sont les suivants :

Institut international de planification de l'éducation  
Institut international d'études sociales  
Centre international de perfectionnement professionnel et technique  
Centre de développement de l'Asie et du Pacifique  
Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme  
Institut africain de développement économique et de planification  
Institut pour le développement économique de la BIRD  
Institut du Fonds monétaire international  
Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement  
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social  
Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale  
Département des affaires économiques et sociales internationales  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche  
Centre du développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques  
Institut des Nations Unies pour la Namibie  
Institut des techniques malgaches de planification  
Université des Nations Unies

## Annexe I

### Membres du Conseil d'administration

Conformément à l'article III 1 a) du Statut de l'UNITAR, tel qu'il a été modifié en juin 1979, le Secrétaire général a nommé les personnes suivantes membres du Conseil d'administration de l'UNITAR pour la période indiquée :

Du 1er juillet 1980 au 30 juin 1983 :

- M. Wahbi El-Bouri (Jamahiriya arabe libyenne)
- M. Lai Ya-li (République populaire de Chine)
- M. Donald O. Mills (Jamaïque)
- M. B.F. Osorio-Tafall (Mexique)
- M. Agha Shahi (Pakistan)
- M. Anton Vratusa (Yougoslavie)
- M. Victor Umbricht (Suisse)

Du 1er juillet 1981 au 30 juin 1984 :

- M. Siméon Aké (Côte d'Ivoire)
- M. William H. Barton (Canada)
- M. Ademar M.A. d'Alcantara (Belgique)
- M. Roberto E. Guyer (Argentine)
- M. K. Natvar-Singh (Inde)
- M. Shizuo Saito (Japon)
- M. Rudiger von Wechmar (République fédérale d'Allemagne)

Du 1er juillet 1982 au 30 juin 1985 :

- M. Ole Algard (Norvège)
- M. Stéphane Hessel (France)
- M. Johan Kaufmann (Pays-Bas)
- M. Olara Otunnu (Ouganda)
- M. Taieb Slim (Tunisie)
- M. Boris Vaganov (Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les membres de droit du Conseil d'administration sont :

- Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
- Le Président de l'Assemblée générale
- Le Président du Conseil économique et social
- Le Directeur général de l'UNITAR.

M.B. Quatre membres supplémentaires seront nommés

Annexe II

Publications a/

A. Rapports de recherche de l'UNITAR

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
UNITAR/RR/1	<u>Social Psychological Techniques and the Peaceful Settlement of International Disputes</u> (1970), 39 pages (épuisé)
UNITAR/RR/2	<u>Report of the International Research Conference on Race Relations</u> (1970), 19 pages (épuisé)
UNITAR/RR/3	<u>Gregory Henderson, Emigration of Highly-Skilled Manpower from the Developing Countries</u> (1970), 213 pages (épuisé)
F.75.XV.RR/4	Oscar Schachter et Daniel Serwer, <u>La pollution des mers et ses remèdes</u> (1970), 56 pages. Egalement en anglais et en espagnol
E.75.XV.RR/5	A. Hürfeld, W. Glazer et A. Szalai, <u>The Brain Drain from Five Developing Countries : Cameroon, Columbia,, Lebanon, the Philippines and Trinidad and Tobago</u> (1971), 173 pages
E.75.XV.RR/6	Ithiel de Sola Pool, Philipp Stone et Alexander Szalai, <u>Communications, Computers and Automation for Development</u> (1971), 61 pages
E.75.XV.RR/7	Terutomo Ozawa, <u>Transfer of Technology from Japan to Developing Countries</u> (1971), 50 pages. Egalement en espagnol
E.75.XV.RR/8	Jack Baranson, <u>International Transfer of Automotive Technology to Developing Countries</u> (1971), 95 pages
E.75.XV.RR/9	Daniel Serwer, <u>International Co-operation of Pollution Control</u> (1972), 73 pages
E.75.XV.RR/10	R. Hal Mason, <u>The Transfer of Technology and the Factor Proportions Problem : the Philippines and Mexico</u> (1971), 101 pages

---

a/ Brochées et en langue anglaise, sauf indication contraire.

b/ L'astérisque (\*) indique que la publication peut être commandée directement à l'adresse donnée. Toutes les autres publications peuvent être obtenues en s'adressant aux Publications des Nations Unies, A 3315, New York, N.Y. 10017 ou aux Publications des Nations Unies, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

No de vente b/Titre

- E. 75.XV.RR/11 Y. S. Chang, The Transfer of Technology : The Economics of Offshore Assembly - the Case of Semiconductor Industry (1971), 59 pages
- E. 75.XV.RR/12 Robert B. Stobaugh, The International Transfer of Technology in the Establishment of the Petrochemical Industry in Developing Countries (1971), 67 pages
- E. 75.XV.RR/13 Walter A. Chudson, The International Transfer of Commercial Technology to Developing Countries (1971), 61 pages
- E. 75.XV.RR/14 Lawrence H. Wortzel, Technology Transfer in the Pharmaceutical Industry (1971), 53 pages
- E. 75.XV.RR/15 A. N. Bykov, avec la participation de A. V. Letenko et M. P. Strepetova, Soviet Experience in the Transfer of Technology to Industrially Less Developed Countries (1973), 188 pages. Egalement en russe
- E. 75.XV.RR/16 Marshall Childs, Harold Weitz et José Glasserman, An Approach to the Analysis of resolutions of the Economic and Social Council (1972), 113 pages
- E. 75.XV.RR/17 Berhanykun Andemicael et Anthony J. Murdoch (responsables de la publication), International Youth Organizations and The United Nations (1973), 95 pages
- F. 75.XV.RR/18 Alexander Szalai, La situation des femmes aux Nations Unies (1973), 49 pages. Egalement en anglais
- E. 75.XV.RR/19 K. Rudy Meyer, The Transfer of Technology to Developing Countries - The Pulp and Paper Industry (1974), 52 pages
- F. 75.XV.RR/20 Martin Hill, Comment introduire davantage d'ordre, de cohérence et de coordination dans le système des Nations Unies (1974), 115 pages. Publié comme document de l'ONU sous la cote E/5491, en chinois, en espagnol, en français et en russe
- F. 75.XV.RR/21 Joseph Barnea, La crise de l'énergie et l'avenir (1975), 117 pages. Egalement en anglais
- UNITAR/RR/22\* William Glaser, The Brain Drain : Emigration and Return (1978), 324 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall. Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
E.80.XV.RR/24	<u>Evgeny Chossudovsky, The Helsinki Final Act Viewed in the United Nations Perspective</u> (1980), 102 pages
E.80.XV.RR/25	<u>Daniel Frei, Evolving a Conceptual Framework of Inter-State Relations</u> (1980), 54 pages
E.81.XV.RR/26	<u>Vladislav B. Tikhomirov, The New International Development Strategy : A Systems Analysis Approach</u> (1981), 32 pages
UNITAR/RR/27*	Pamela M. D'onofrio-Flores et Sheila M. Pfafflin (responsables de la publication), <u>Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development</u> (1982), 206 pages reliées (Westview Press, 5500 Central Avenue, Boulder, Colorado 80301)
UNITAR/RR/28*	Volker Rittberger (responsable de la publication), <u>Science and Technology in a Changing International Order : The United Nations Conference on Science and Technology for Development</u> (1982), 263 pages reliées (Westview Press, 5500 Central Avenue, Boulder, Colorado 80301)
B. <u>Etudes de l'UNITAR</u>	
UNITAR/ST/1*	William R. Leonard, Béat Alexander Jenny et Offia Nwali, <u>UN Development Aid : Criteria and Methods of Evaluation</u> , édition révisée (1971), 135 pages reliées (Arno Press, 3 Park Avenue, New York, N. Y. 10016)
UNITAR/ST/2*	Ocar Schacter, Mohamed Nawaz et John Fried, <u>Towards Wider Acceptance of UN Treaties</u> (1971), 190 pages reliées (Arno Press, 3 Park Avenue, New York, N. Y. 10016)
UNITAR/ST/3*	Jacques Rapoport, Ernest Muteba et Joseph T. Therattil, <u>Small States and Territories : Status and Problems</u> (1971) 216 pages reliées (Arno Press, 3 Park Avenue, New York, N. Y. 10016)
UNITAR/ST/4*	Simon Abott (responsable de la publication), <u>The Prevention of Racial Discrimination in Britain</u> (1971), 502 pages reliées (Oxford University Press, Ely House, 37 Dover Street, London W1X 4AH, England; ou 200 Madison Avenue, New York, N. Y. 10017 (épuisé)
E/75.XV.ST/5	Allan McKnight, <u>Atomic Safeguards : A Study in International Verification</u> (1971), 301 pages. Egalement disponible en édition reliée

No de venta b/

Titre

- E. 75.XV.ST/6      Guillermo J. Cano (responsable de la publicación), International Navigable Waterways : Financial and Legal Aspects of their Improvement and Maintenance (1974), 264 pages. Egalement disponible en espagnol
- E. 75.XV.ST/7\*      Alexander Szailai, avec la participation de Margaret Croke et al., The United Nations and the News Media (1972), 323 pages (réédité par UNIPUB, 345 Park Avenue South, New York, N. Y. 10010)
- S. 75/XV/ST/8      Marcos Kaplan (responsable de la publication), Corporaciones Públicas Multinacionales para el Desarrollo y la Integración de la América Latina (1972), 369 pages. (Fondo de Cultura Economica, Mexico) (Epuisé)
- E. 75.XV.ST/9      A. Mensah-Brown (responsable de la publication), African International Legal History (1975), 238 pages
- UNITAR/ST/10\*      Sidney Mailick (responsable de la publication), The Making of the Manager : A World View (1974), 560 pages (Doubleday Publishing Company, 277 Park Avenue, New York, N. Y. 10017 (Epuisé)
- S. 75.XV.ST/11      Fernando Fuenzalida et Enrique Mayer avec J. Matos Mar, El Perú de la Tres Razas (1974), 111 pages
- E. 75.XV.ST/12      M. B. Brodie et E. A. Life (responsables de la publication) Education of General Management : The Staff College Approach (1974), 144 pages
- UNITAR/ST/13\*      Juergen Dedring, Recent Advances in Peace and Conflict Research (1975), 249 pages (Sage Publications, 275 South Beverly Drive, Beverly Hills, California 90212, USA; ou St George's House, 44 Hatton Garden, London EC1N 8 ER, England)
- E. 79.XV.ST/14      J. Goormaghtigh, Parliaments and the United Nations : Dissemination of Information to Parliamentarians (1979), 112 pages
- UNITAR/ST/15\*      Barbara Brown, Disaster Preparedness : Advance Planning for Disaster Relief (1979), 147 pages reliées (Pergamon Press : Elmsford, N. Y. 10523
- UNITAR/ST/16\*      Norman Graham and Robert S. Jordan (responsables de la publication), The International Civil Service : Changing Role and Concepts (1980), 245 pages reliées (Pergamon Press : Elmsford, N. Y. 10523

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
E. 80.XV.ST/17	UNITAR/Africa Institute/USSR Academy of Sciences, <u>Planning in Developing Countries : Theory and Methodology</u> (1980), édition reliée. Egalement en espagnol, français et russe
E. 81.XV.ST/18	Sir Rupert John, <u>Racism and its Elimination</u> (1981), 144 pages
C. <u>Série des études de l'UNITAR sur le règlement pacifique des différends</u>	
E. 75.XV.PS/1	Sydney D. Bailey, <u>Peaceful Settlement of Disputes : Ideas and Proposals for Research</u> (1971), 57 pages (épuisé)
E. 75.XV.PS/2	Frank Edmead, <u>Analysis and Prediction in International Mediation</u> (1971), 50 pages
F. 75.XV.PS/3	Vratislav Pechota, Structures de médiation complémentaires en matière de différends internationaux par des tierces parties (1971), 67 pages. Egalement en anglais
F. 75.XV.PS/4	Feng Yang Chai, Consultations et consensus : un aspect du fonctionnement du Conseil de sécurité (1971), 56 pages
F. 75.XV.PS/5	Berhan'ykun Andemicael, Le règlement pacifique des différends survenant entre Etats africains : rôles respectifs de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine (1972), 83 pages. Egalement en anglais
E. 75.XV.PS/6	Vratislav Pechota, <u>The Quiet Approach : A Study of the Good Offices Exercised by the United Nations Secretary-General in the Cause of Peace</u> (1972), 92 pages
E. 75.XV.PS/7	Aida Levin, <u>The OAS and the UN : Relations in the Peace and Security Field</u> (1974), 96 pages. Egalement en espagnol
E. 75.XV.PS/8	K. Venkata Raman, <u>The Ways of the Peace-Maker</u> (1975) 142 pages (épuisé)
E. 77.XV.PS/9	Aida Levin, <u>Protecting the Human Environnement : Procedures and Principles for Preventing and Resolving International Controversies</u> (1977), 140 pages
UNITAR/PS/10*	K. Venkata Raman (responsable de la publication), <u>Dispute Settlement Through the United Nations</u> (1977), 749 pages (Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, N. Y. 10522)

D. Etudes régionales de l'UNITAR

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
E. 75.XV.RS/1	A. H. Robertson, <u>The Relations Between the Council of Europe and the United Nations</u> (1972), 72 pages
UNITAR/RS/2*	Berhanykun Andemicael, <u>The OAU and the UN : Relations Between the Organization of African Unity and the United Nations</u> (1976), 331 pages (Africana Publishing Co., 101 Fifth Avenue, New York, N. Y. 10003)
E. 75.XV.RS/3	Sir Peter Smithers, <u>Governmental Control : A Prerequisite for Effective Relations Between the United Nations and Non-United Nations Regional Organizations</u> (1973), 77 pages
E. 75.XV.RS/4	Aida Levin, <u>The OAS and the UN : Relations in the Peace and Security Field</u> (1974), 96 pages. Egalement en espagnol
UNITAR/RS/5*	John D. Renninger, <u>Multinational Co-operation for Development in West Africa</u> (1979), 161 pages reliées (Pergamon Press, Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/RS/6*	Soliman Demir, <u>Arab Development Funds in the Middle East</u> (1979), 130 pages reliées (Pergamon Press, Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/RS/7*	Berhanykun Andemicael, <u>Regionalism and the United Nations</u> (1979), 603 pages reliées (Oceana Publications, Inc., Dobbs Ferry, N. Y. 10522)
E. 79.XV.RS/8	Sir Rupert John, <u>Pioneers in Nation-Building in a Caribbean Mini-State</u> (1979), 189 pages
E. <u>Etudes de l'UNITAR sur le futur</u>	
E. 75.XV.FS/1	John McHale et Magda Cordell McHale, <u>Future Studies : An International Survey</u> (1975), 34 pages (épuisé)
UNITAR/FS/2*	Sam Cole, <u>Global Models and the International Economic Order</u> (1977), 80 pages (Pergamon Press; Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/3*	Ervin Laszlo, Robert M. Baker Jr., Elliott Eisenberg, K. V. Raman, <u>The Objectives of the New International Economic Order</u> (1978), 270 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)



<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
UNITAR/FS/4*	Michel Godot, <u>The Crisis in Forecasting and the Emergence of the "Prospective" Approach</u> (1979), 134 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/5*	Ervin Laszlo et Joel Kurtzman, <u>The United States, Canada and the New International Economic Order</u> (1979), 163 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/6*	Toivo Miljan, Ervin Laszlo et Joel Kurtzman, <u>Food and Agriculture in the Global Perspective : Discussions in the Committee on the Whole of the United Nations</u> (1979), 287 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/7*	Jorge Lozoya, Jaime Estevez et Rosario Green, <u>Alternative Views of the New International Economic Order</u> (1979), 119 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/8*	Ervin Laszlo et Joel Kurtzman, <u>Eastern Europe and the New International Economic Order</u> (1980), 106 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/9*	Ervin Laszlo et Joel Kurtzman, <u>The Structure of the World Economy and Prospects for a New International Economic Order</u> (1980), 118 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/10	Ervin Laszlo, Jorge Lozoya, Anindya K. Bhattacharya, Jaime Estevez, Rosario Green et Venkata Raman, <u>The Obstacles to the New International Economic Order</u> (1980), 144 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/11*	Jorge Lozoya et Jaime Estevez, <u>Latin America and the New International Economic Order</u> (1980), 93 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/12*	Jorge Lozoya et A. K. Bhattacharya, <u>The Financial Issues of the New International Economic Order</u> (1980), 229 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)

No de vente b/	Titre
UNITAR/FS/13*	Jorge Lozoya et Hector Cuadra, <u>Africa, the Middle East and the New International Economic Order</u> (1980), 183 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/14*	Ervin Laszlo et Joel Kurtzman, <u>Western Europe and the New International Economic Order</u> (1980), 152 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/15*	Jorge Lozoya et Anindya Bhattacharya, <u>Asia and the New International Economic Order</u> (1981), 220 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; or Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/16*	Ervin Laszlo, Joel Kurtzman et Anindya Bhattacharya, <u>Regional Co-operation Among Developing Countries : The New Imperative of Development in the 1980's</u> (1981), 87 pages (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523);
UNITAR/FS/17*	Davidson Nicol, Luis Echeveira et Aurelio Peccei (responsables de la publication), <u>Regionalism and the New International Economic Order</u> (1981), 300 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/18*	Ervin Laszlo et Joel Kurtzman, <u>Political and Institutional Issues of the New International Economic Order</u> (1981), 183 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/19*	Jorge Lozoya et Haydee Birgin, <u>Social Issues of the New International Economic Order</u> (1981), 211 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/20*	Jorge Lozoya, Rosario Green, <u>International Trade, Industrialization and the New International Economic Order</u> (1981), 224 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/FS/23*	Samir Amin, Alexandre Faire et Daniel Malkin (responsables de la publication), <u>L'avenir industriel de l'Afrique</u> (1980), 227 pages (Editions Harmattan : 7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris, France)

F. Rapports de conférence de l'UNITAR

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
E. 75.XV.CR/1	<u>The Future of the United Nations Secretariat</u> (1972), publié conjointement avec l'Institute on Man and Science, Rensselaerville, N. Y. 40 pages (épuisé)
UNITAR/EUR/ SEM.1/REP	Colloque international sur la documentation de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales (l'édition anglaise, 1972), publiée conjointement avec l'Association des bibliothèques internationales, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et la Fédération internationale de documentation, Genève (E.75.XV.CR/2) compte 21 pages et est épuisée)
E. 75.XV.CR/3	<u>Relations Between the United Nations and Non-UN Regional Intergovernmental Organizations</u> , Liechtenstein (1973), 19 pages
E. 75.XV.CR/4	Harold Caustin, <u>The Search for New Methods of Technical Co-operation</u> (1974), 86 pages
E/75.XV.CR/5	<u>The United Nations, Energy and Raw Materials</u> , réunion de Schloss Hernstein (Autriche) (1974), 11 pages
E. 76.XV.CR/6	<u>The United Nations and the Future</u> : Actes de la Conférence de l'UNITAR sur le futur, tenue à Moscou du 10 au 14 juin 1974, 462 pages reliées
E. 75.XV.CR/7	<u>Non-Governmental Organizations in Economic and Social Development</u> , Conférence de Schloss Hernstein (Autriche) (1975), 43 pages
UNITAR/CR/8*	<u>The Future Supply of Nature-Made Petroleum and Gas</u> (1977), 1 046 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England;; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
UNITAR/CR/9*	<u>Microbial Energy Conversion</u> (1976), 642 pages (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, N. Y. 10523)
E. 78.XV.CR/10	Davidson Nicol et Margaret Croke, <u>The United Nations and Decision-Making : The Role of Women</u> , vol. I, (1978), 209 pages
E. 78.XV.CR/11	Davidson Nicol et Margaret Croke, <u>The United Nations and Decision-Making : the Role of Women</u> , vol. II, (1978), 335 pages

No de vente b/

Titre

- UNITAR/CR/12\* R. F. Meyer, The Future of Small-Scale Mining (1980), 501 pages (McGraw-Hill Mining Informational Services, 1221 Avenue of the Americas, New York, N. Y. 10020)
- UNITAR/CR/13\* R. F. Meyer, The Future of Heavy Crude and Tar Sands (1980), 915 pages (McGraw-Hill Mining Informational Services, 1221 Avenue of the Americas, New York, N. Y. 10020)
- UNITAR/CR/14\* Davidson Nicol (responsable de la publication) Paths to Peace : The United Nations Security Council and its Presidency (1981), 424 pages reliées (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
- E.81.XV.CR/15 Davidson Nicol avec la participation de Margaret Croke et de Babatunde Adeniran, The United Nations Security Council : Towards Greater Effectiveness (1981)
- UNITAR/CR/16-19\* Alternative Strategies for Desert Development and Management Documents présentés à la Conférence de l'UNITAR sur la désertification, vol. I à IV reliés (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, N. Y. 10523)
- UNITAR/CR/20-22\* R. F. Meyer et J. C. Olson (responsables de la publication), Long-term Energy Resources. En trois volumes reliés (Pitman Publishing Inc., 1020 Plain Street, Marshfield, Mass. 02050)
- G. Série des conférences de l'UNITAR
- E.75.XV.LS/1 Sir Kenneth Younger, The UN Charter and the Challenge of the 70's (1970), 26 pages
- E.75.XV.LS/2 Jan Tingergen, Towards a Better International Economic Order (1971), 28 pages
- E.75.XV.LS/3 C. Wilfred Jenks, The International Labour Organization in the UN Family (1971), 48 pages
- E.75.XV.LS/4 Robert M. Hutchins, The Future of International Education (1970), 22 pages
- S.75.XV.LS/5 F. Orrego Vicuña, Tendencias del Derecho del mar Contemporáneo (1974), 254 pages

H. Etudes sur la politique et sur l'efficacité

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
E.81.XV.PE/1	Mohamed El-Baradei, Thomas M. Franck et Robert Trachtenberg, <u>The International Law Commission : The Need for a New Direction</u> (1981), 47 pages
E.81.XV.PE/2	Vladislav B. Tikhomirov, <u>Quantitative Analysis of Voting Behaviour in the General Assembly : Who Voted with Whom Within the United Nations</u> (1981), 79 pages
E.81.XV.PE/3	Mohamed El-Baradei et Chloe Gavin, <u>Crowded Agendas, Crowded Rooms : Institutional Arrangements at UNCLOS III - Some Lessons in Global Negotiations</u> (1981), 27 pages
E.81.XV.PE/4	John P. Renninger, <u>ECOSOC : Options for Reform</u> (1981), 33 pages
E.81.XV.PE/5	John P. Renninger avec la participation de James Zech, <u>The Eleventh Special Session and the future of Global Negotiations</u> (1981), 57 pages
E.82.XV.PE/6	Thomas M. Franck et Mark Munansangu, <u>The New International Economic Order : International Law in the Making?</u> (1982), 20 pages
E.82.XV.PE/7	Thomas M. Franck, John F. Renninger et Vladislav B. Tikhomirov, <u>Diplomats' Views on the United Nations System : An Attitude Survey</u> (1982), 38 pages
E.82.XV.PE/8	Mohamed El-Baradei et al., <u>Model Rules for Disaster Relief Operations</u> (1982), 68 pages

## I. Périodiques

Important for the Future, Vol. I (Nos 1 à 6); Vol. II (Nos 1 à 5); Vol. III (Nos 1 à 5); Vol. IV, (Nos 1 à 5); Vol. V (Nos 1 à 5); Vol. VI (Nos 1 à 4); Vol. VII (No 1)

Science and Technology Working papers, Nos 1 à 13

## J. Nouvelles de l'UNITAR

L'ONU et l'espace extra-atmosphérique, Vol. 5, No 2 (1973). Egalement en anglais

L'ONU et la mer, Vol. 6, No 1 (1974). Egalement en anglais et en espagnol

Le métier de délégué, Vol. 6, No 2 (1974). Egalement en anglais et en arabe

Numéro spécial, Vol. 6, No 3 (1974). Egalement en anglais et en espagnol

Technique et développement, Vol. 6, No 4 (1974). Egalement en anglais

Les femmes et l'ONU, Vol. 7, No 1 (1975). Egalement en anglais et en espagnol

Le métier de délégué à Genève (1976). Egalement en anglais

Internal Migration, Vol. 8 (1976)

Les Nations Unies et l'eau, Vol 9 (1977). Egalement en anglais

Nouvelles de l'UNITAR, Vol. 10 (1978)

Nouvelles de l'UNITAR, Vol. 11 (1979)

Nouvelles de l'UNITAR, Vol. 12 (printemps 1980, automne 1980)

Nouvelles de l'UNITAR, Vol. 13 (automne 1981)

## K. Manuels de formation de l'UNITAR

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
UNITAR/EX/11	Manuel de l'assistance technique des Nations Unies (1968). Egalement en anglais et en espagnol (l'édition anglaise compte 92 pages)
F.75.XV.Man.2	Manuel du financement extérieur (1970) (l'édition anglaise compte 125 pages)
F.75.XV.Man.3	Gösta Westring, Manuel sur les achats internationaux (1974); l'édition anglaise compte 212 pages; <u>Supplément</u> , 41 pages. (Edition combinée et révisée, 1977 : 253 pages)

## L. Rapports de séminaires

Seminar on United Nations Documentation (14-16 janvier 1976)

Seminar of Financing the Work of the United Nations (17-18 février 1976)

Seminar on Issues Before the UN Water Conference (14-15 février 1977)

## M. Série documentation

UNITAR/DS/1*	A. G. Moss et H. N. M. Winton, <u>A New International Economic Order : Selected Documents 1945-1975</u> (1978); Vol. I et II, 964 pages (UNIPUB, 345 Park Avenue South, New York, N. Y. 10010)
UNITAR/DS/2*	Hideko Makiyama, <u>A New International Economic Order : Selected Documents 1976</u> (1980), 1 volume, 478 pages (UNIPUB, 345 Park Avenue South, New York, N. Y. 10010)
UNITAR/DS/3*	Hideko Makiyama, <u>A New International Economic Order : Selected Documents 1977</u> (1982), 465 pages (UNIPUB, 345 Park Avenue South, New York, N. Y. 10010)
UNITAR/DS/4	<u>The Progressive Development of the Principles and Norms of International Law Relating to the New International Economic Order</u> : Document ronéotypé. Voir à ce propos le rapport du Secrétaire général (doc. A/36/143) sur le point 112 de l'ordre du jour de la trente-sixième session, intitulé "Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international".

Annexe III

Nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR\*

(Du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982)

Pays	Programme**									
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Afghanistan		2		1			1			
Angola		1			1					
Allemagne, République fédérale d'	3	4	3					2	1	
Arabie saoudite						2				
Australie	1						1			
Autriche										2
Bahamas	1								1	
Bahreïn	5			2		3				
Bangladesh	1	1		1				1		
Barbade				1	1					
Belgique		1	2	1			1	2		
Bénin				1						
Bhoutan	2	1					1			
Birmanie		1		1				2		
Bolivie				2						
Botswana			1							
Brésil			2							
Bulgarie		4	1	1			1			
Burundi		2					1			
Canada		1	2				1			
Cap-Vert	2									
Chili	2						1			
Chine		2	2							
Chypre				1						



Annexe III (suite)

Pays	Programme**									
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Colombie								3		1
Congo				1						
Côte d'Ivoire	1									
Cuba					1					1
Egypte	1			2	1		1	1		
El Salvador								1		
Emirats arabes unis	1					2		1		
Equateur	1	1								
Espagne				1						
Etats-Unis d'Amérique	6	1		2					1	
Ethiopie									1	
Fidji			1							
Finlande			2				1			
France	6							1		
Gabon	1	1	1				1	2		
Gambie	1		1				1		1	
Ghana		2	2				1	1	1	
Grèce							1	1		
Guinée		1		1						
Haïti							1			1
Haute-Volta		1								
Honduras		1								
Inde	1	1					1	1		
Indonésie	2	1	2		1			3		1
Iran				1			1			
Iraq				2		2				

Annexe III (suite)

Pays	Programme**									
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Irlande	1	1	1	1						
Israël	1									1
Jamahiriya arabe libyenne		2			1			1		
Japon		2	1				1			
Jordanie	2		1				1			
Kampuchea démocratique				2						
Koweït			1			37				
Lesotho			1		1					
Libéria	1							1		
Luxembourg		1						1		
Madagascar		1		1						
Malaisie	2	1	1	1						1
Malawi	2	1								
Maldives	1	1	2	1						
Mali		1		1			1			
Malte					1					
Maroc				1				2		
Mauritanie	1									
Mexique				1	1			1		1
Mongolie				2						
Mozambique										1
Nicaragua		2	2	2	1			1	1	1
Nigéria		4					1	2		
Norvège				2						
Nouvelle-Zélande							1			
Oman	5	1	1	2		2				

Annexe III (suite)

Pays	Programme**									
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Ouganda	2	1								
Pakistan				1				1		1
Panama	1			1	1					
Papouasie-Nouvelle-Guinée		1	2	1						
Paraguay	1	1	1							
Pays-Bas	1									
Pérou								1		
Philippines				1				1		
Pologne								1		
Portugal				1						
Qatar	1					2				
République arabe syrienne				1						
République centrafricaine		1	1	1						
République de Corée		1		2	1				1	
République démocratique allemande	1							2		
République-Unie de Tanzanie								1	1	1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	2	1				1		
Rwanda		1	1	1						
Saint-Marin				1				1		
Saint-Siège	2	1		1						
Saint-Vincent-et-Grenadines			1	1						
Samoa				1						
Sénégal					1		1			
Sierra Leone		1	1							

Annexe III (suite)

Pays	Programme**									
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Singapour	2	1	1							
Soudan		1					1	1		
Sri Lanka		1						1		
Suède	1	1	1				1			
Suriname				1					1	
Tchad		1		1						
Tchécoslovaquie		1		1			1			
Thaïlande	2	3	2				1	2		
Trinité-et-Tobago	2	1	1					1		
Tunisie									1	1
Turquie		1	2	1						
Union des Républiques socialistes soviétiques								2		
Venezuela		2	3	1			1	1		
Viet Nam		3			1			4		1
Yémen	1				1	2		1		
Yémen démocratique			2			1		1		
Yougoslavie		2		1						1
Zaïre				1				2		1
Zambie	1	1					1			
Zimbabwe									1	
Organismes observateurs				2				1		
Système des Nations Unies	2			2				2		
Autres organisations internationales		1	1			3				
Total	75	76	57	64	17	56	27	62	13	19

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'annexe III)

\* Dans certains cas, les mêmes participants ont assisté à plus d'un programme. Les programmes en cours au 30 juin sont inclus.

\*\* Programmes :

- A. Séminaire à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale (New York)
- B. Séminaire à l'intention des nouveaux diplomates des missions permanentes sur le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies (New York)
- C. Séminaire à l'intention des secrétaires des missions permanentes sur le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies (New York)
- D. Séminaire d'information sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York)
- E. Programme de bourses de droit international ONU/UNITAR (La Haye et ailleurs)
- F. Séminaire mixte sur le service des conférences internationales (Koweït)
- G. Séminaire sur le développement économique et son contexte international, organisé conjointement par l'UNITAR et l'Institut de développement économique (IDE) (New York et Washington D.C.)
- H. Séminaire d'information sur le droit de la mer (Genève)
- I. Atelier sur les négociations internationales (New York)
- J. Séminaire sur la diplomatie multilatérale et le nouvel ordre économique international (Vienne)

Services spéciaux de formation :

- Séminaire d'information sur l'ONU à l'intention de 13 étudiants de l'Ecole des relations internationales de l'Université centrale du Venezuela
- Cours de formation à l'administration et à la gestion publiques à l'intention de huit fonctionnaires de pays africains d'expression portugaise (Angola, Guinée-Bissau et Mozambique)
- Séminaire d'information à l'intention de 10 diplomates de rang peu élevé d'Arabie saoudite.

Nombre total de personnes ayant bénéficié  
des services spéciaux de formation :            31            TOTAL GENERAL : 497

Annexe IV

Nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR

(De 1966 au 30 juin 1982)

Afghanistan .....	27	Chine .....	37
Afrique du Sud .....	3	Chypre .....	28
Albanie .....	3	Colombie .....	49
Algérie .....	35	Comores .....	3
Allemagne, République fédérale d' .....	138	Congo .....	15
Angola .....	9	Costa Rica .....	33
Antigua et Barbuda .....	3	Côte d'Ivoire .....	45
Antilles néerlandaises .....	2	Cuba .....	44
Arabie saoudite .....	40	Danemark .....	25
Argentine .....	61	Djibouti .....	13
Australie .....	32	Dominique .....	9
Autriche .....	41	Egypte .....	140
Bahamas .....	35	El Salvador .....	30
Bahreïn .....	78	Emirats arabes unis .....	34
Bangladesh .....	43	Equateur .....	53
Barbade .....	49	Espagne .....	19
Belgique .....	37	Etats-Unis d'Amérique .....	132
Belize .....	2	Ethiopie .....	44
Bénin .....	41	Fidji .....	32
Bhoutan .....	67	Finlande .....	48
Birmanie .....	55	France .....	81
Bolivie .....	33	Gabon .....	58
Botswana .....	20	Gambie .....	14
Brésil .....	42	Ghana .....	74
Brunéi .....	1	Grèce .....	32
Bulgarie .....	50	Grenade .....	12
Burundi .....	33	Guatemala .....	28
Canada .....	89	Guinée .....	20
Cap-Vert .....	13	Guinée-Bissau .....	12
Chili .....	65	Guinée équatoriale .....	7

Guyana .....	38	Mauritanie .....	21
Haïti .....	26	Mexique .....	128
Haute-Volta .....	13	Monaco .....	6
Honduras .....	40	Mongolie .....	48
Hong-kong .....	1	Montserrat .....	1
Hongrie .....	21	Mozambique .....	24
Iles Cook .....	2	Népal .....	40
Iles Salomon .....	3	Nicaragua .....	42
Inde .....	60	Niger .....	31
Indonésie .....	115	Nigéria .....	146
Iran .....	58	Norvège .....	22
Iraq .....	113	Nouvelle-Zélande .....	56
Irlande .....	29	Oman .....	68
Islande .....	9	Ouganda .....	53
Israël .....	43	Pakistan .....	69
Italie .....	27	Panama .....	33
Jamahiriya arabe libyenne .....	105	Papouasie-Nouvelle-Guinée .....	34
Jamaïque .....	69	Paraguay .....	24
Japon .....	35	Pays-Bas .....	36
Jordanie .....	53	Pérou .....	65
Kampuchea démocratique .....	40	Philippines .....	92
Kenya .....	50	Pologne .....	41
Koweït .....	2	Portugal .....	32
Lesotho .....	22	Qatar .....	62
Liban .....	24	République arabe syrienne .....	48
Libéria .....	39	République centrafricaine .....	42
Luxembourg .....	6	République de Corée .....	44
Madagascar .....	33	République démocratique allemande .....	69
Malaisie .....	75	République démocratique populaire lao .....	27
Malawi .....	36	République dominicaine .....	42
Maldives .....	14	République populaire démocratique de Corée .....	10
Mali .....	42	République socialiste soviétique de Biélorussie .....	1
Malte .....	33	République socialiste soviétique d'Ukraine .....	4
Maroc .....	48		
Maurice .....	17		

République-Unie du Cameroun .....	38	Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (Micronésie) .....	2
République-Unie de Tanzanie .....	63	Thaïlande .....	86
Roumanie .....	42	Togo .....	31
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	75	Tonga .....	3
Rwanda .....	29	Trinité-et-Tobago .....	67
Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla .....	4	Tunisie .....	68
Sainte-Lucie .....	10	Turquie .....	72
Saint-Siège .....	46	Tuvalu .....	1
Saint-Vincent-et-Grenadines .....	7	Union des Républiques socialistes soviétiques .....	101
Saint-Marin .....	2	Uruguay .....	33
Samoa .....	13	Vanuatu .....	4
Sao Tomé-et-Principe .....	7	Venezuela .....	146
Sénégal .....	37	Viet Nam .....	39
Seychelles .....	10	Yémen .....	68
Sierra Leone .....	42	Yémen démocratique .....	33
Singapour .....	77	Yougoslavie .....	44
Somalie .....	34	Zaire .....	110
Soudan .....	105	Zambie .....	54
Sri Lanka .....	38	Zimbabwe .....	12
Suède .....	74	Organismes observateurs .....	39
Suisse .....	77	Organismes des Nations Unies ....	122
Suriname .....	66	Autres organisations internationales .....	38
Swaziland .....	47	Institutions universitaires .....	146
Tchad .....	35		
Tchécoslovaquie .....	23		
		TOTAL	7 536



Annexe V

Contributions à l'UNITAR en 1981

(Convertibles en dollars des Etats-Unis à la date de versement)

1. Fonds général

Algérie .....	10 000
Allemagne, République fédérale d' .....	153 005
Argentine .....	15 000
Australie .....	39 148
Autriche .....	10 000
Bahamas .....	500
Belgique .....	103 093
Canada .....	134 463
Chili .....	5 000
Chine .....	20 000
Côte d'Ivoire .....	17 452
Danemark .....	44 438
Etats-Unis d'Amérique .....	500 000
Finlande .....	39 171
Ghana .....	1 818
Grèce .....	4 000
Guyana .....	333
Inde .....	20 000
Indonésie .....	4 000
Irlande .....	17 402
Israël .....	3 000
Italie .....	42 200
Jamahiriya arabe libyenne .....	40 000
Japon .....	60 000
Koweït .....	15 000
Mali .....	1 561
Malte .....	600
Norvège .....	92 593
Nouvelle-Zélande .....	5 992
Ouganda .....	22 746
Pakistan .....	4 000
Pays-Bas .....	55 031
Qatar .....	10 000

1.	<u>Fonds général (suite)</u>	
	République-Unie de Tanzanie .....	6 024
	Suède .....	151 251
	Suisse .....	86 957
	Trinité-et-Tobago .....	103 000
	Tunisie .....	2 857
	Union des Républiques socialistes soviétiques .....	40 000
	Venezuela .....	30 000
	Total des contributions au Fonds général .....	<u>1 911 635</u>
2.	<u>Dons d'affectation spéciale</u>	
	a) <u>Devises convertibles :</u>	
	Allemagne, République fédérale d' .....	86 460
	Autriche .....	158
	Arabie saoudite .....	22 065
	Canada .....	46 603
	Etats-Unis d'Amérique .....	494 423
	France .....	259 136
	Italie .....	120 000
	Jamahiriya arabe libyenne .....	369 755
	Japon .....	200 000
	Mexique .....	100 641
	Pays-Bas .....	30 500
	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord ....	6 834
	Suède .....	340 624
	Suisse .....	890
	Suriname .....	11 000
	Venezuela .....	211 699
2.	<u>Dons d'affectation spéciale</u>	
	a) <u>Devises convertibles :</u>	
	Organisation des Nations Unies .....	117 558
	Programme des Nations Unies pour le développement .....	9 719
	Programme des Nations Unies pour l'environnement .....	25 000
	Divers .....	105 247
	Total des devises convertibles .....	<u>2 558 312</u>

b) Devises non convertibles :

Hongrie .....	4 325
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	<u>134 228</u>
Total des devises non convertibles .....	<u>138 553</u>
Total des devises convertibles et non convertibles.	<u><u>2 696 865</u></u>

-----